



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 8 AOUT 1903.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1597

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt-quatrième jour de juillet 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, MM. Pierre Lemieux et John Hall, laitiers, de la paroisse de la Côte Saint-Luc.

District de Québec.—M. Patrick Hogan, commerçant, de la ville de Québec. 2553

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt-quatrième jour de décembre 1897, pour la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly, et de nommer par commission en date du vingt-neuvième jour de juillet 1903, MM. Michel Viger, marchand, Pierre Patenaude, rentier, François Poirier, marchand, Eusèbe Denicourt, marchand, et Cléophas Galaise, comptable, de Longueuil, commissaires de la dite cour. 2551

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt-quatrième jour de juillet 1903, de nommer M. Alfred Bonneau, notaire, de Biddeford, état du Maine, E. U. A., commissaire pour recevoir des

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 8th AUGUST, 1903.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1598

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty fourth day of July, 1903, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Messrs Pierre Lemieux and John Hall, of the town of la Côte Saint Luc, milkmen.

District of Québec.—Mr. Patrick Hogan, trader, of the city of Québec.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary decision of small causes, dated the twenty fourth day of December, 1897, for the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly, and to appoint by commission dated the twenty ninth day of July, 1903, Messrs Michel Viger, merchant, Pierre Patenaude, gentleman, François Poirier, merchant, Eusèbe Denicourt, merchant, and Cléophas Galaise, accountant, of Longueuil, commissioners of the said court. 2552

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty fourth day of July, 1903, to appoint Mr Alfred Bonneau, of Biddeford, in the state of Maine, U. S. A., notary, a commissioner to receive

affidavits sous l'autorité de l'article vingt-sept du code de procédure civile de la province de Québec.
2547

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 30 juin 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal : MM. Théophile Trudeau, carrossier, 132, rue Visitation, Joseph Leclair, boucher, 213, rue Montcalm, Nazaire Piuze, marchand, 1427, rue Sainte-Catherine, George Gauvreau, propriétaire de théâtre, 410a, rue Parc Lafontaine, Joseph Narcisse Picotte, médecin, 1401, rue Sainte-Catherine, François Xavier Girard, propriétaire, 305, rue Beaudry, Côme Alfred Dugas, médecin, angle des rues Dorchester et Saint-Hubert, Thomas Pierre Oakes, marchand, 598, rue Amherst, John Joseph McKeon, administrateur de la New York Life Building, tous de Montréal.

2533

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du trente juin 1903, de nommer M. Probe Larouche, gentilhomme, de la municipalité des Grandes Bergeronnes, greffier de la cour de magistrat, pour le comté de Saguenay, à Bergeronnes.

2567

Proclamations

Canada,
Province de }
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Procurateur-Général }
suppléant. }

ATTENDU que C. O. Genest, John Leonard, J. A. Archambault et C. F. Olivier, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Sherbrooke, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Augustin de Woburn, dans le comté du Lac Mégantic, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Augustin de Woburn est formée de tout le canton Woburn, du comté de Beauce, et des troisième et quatrième rangs de Clinton, dans le comté de Compton, couvrant une superficie d'environ soixante-dix (70) milles carrés, son territoire peut être borné comme suit, savoir :

Au nord, par la ligne entre les deuxième et troisième rangs de Clinton, qui est aussi la limite sud de la paroisse de Saint-Zénon de Piopolis, et partie par la ligne latérale nord du neuvième rang de Woburn ; au sud par la ligne internationale entre la province de Québec et les Etats-Unis de l'Amérique du Nord ; à l'est partie par la ligne entre les cantons Clinton et Louise, et partie par la dite ligne

partie par la dite ligne

affidavits under the authority of article twenty seven of the code of civil procedure of the province of Quebec.
2549

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of June, 1903, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal : Messrs Théophile Trudeau, carriage-builder, No. 132, Visitation street, Joseph Leclair, butcher, No. 213, Montcalm street, Nazaire Piuze, merchant, 1427, Sainte Catherine street, George Gauvreau, theater owner, No. 410a, Park Lafontaine street, Joseph Narcisse Picotte, physician, No. 1401, Sainte Catherine street, François Xavier Girard, proprietor, No. 305, Beaudry street, Côme Alfred Dugas, physician, corner of Dorchester and Saint Hubert streets, Thomas Pierre Oakes, merchant, No. 598, Amherst street, John Joseph McKeon, manager of the New York Life Building, all of Montreal.

2534

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirtieth of June, 1903, to appoint Mr. Probe Larouche, of the municipality of Grandes Bergeronnes, gentleman, clerk of the magistrates court for the county of Saguenay, at Bergeronnes.

2568

Proclamations

Canada,
Province of }
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Acting Assistant Attorney }
General. }

WHEREAS C. O. Genest, John Leonard, J. A. Archambault and C. F. Olivier, commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Québec, in and for the Roman Catholic diocese of Sherbrooke, in Our province of Québec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the lieutenant-governor of Our said province of Québec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Augustin de Woburn, in the county of Lake Megantic, in the said roman catholic diocese of Sherbrooke, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Augustin de Woburn is formed of the whole of the township of Woburn, of the county of Beauce, and of the third and fourth ranges of Clinton in the county of Compton, covering a superficial area of about seventy (70), square miles ; its territory may be bounded as follows, to wit :

To the north by the line between the second and third ranges of Clinton, which is also the southern limit or boundary of the parish of Saint Zénon de Piopolis, and partly by the north side line of the ninth range of Woburn ; to the south, by the international line between the province of Québec and the United States of North America ; to the east, partly by the line between the townships of Clinton

partly by the line between the townships of Clinton

internationale ; à l'ouest partie par cette dernière, partie par les cantons Woburn et Clinton du canton Chesham, laquelle ligne est aussi la limite est de la paroisse de Notre-Dame des Bois-de-Chesham.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Augustin de Woburn ci-dessus décrites.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Augustin de Woburn, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits Statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2545

Canada,
Province de }
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Procureur-Général
suppléant.

ATTENDU que
J. A. Archambault,
C. O. Genest,

John Leonard et C. F. Olivier, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Sherbrooke, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Sainte-Agnès, dans le comté du Lac Mégantic, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Sainte-Agnès de Mégantic est située partie dans le comté de Beauce et partie dans le comté de Compton. Les limites qui circonscrivent son territoire et qui embrassent une superficie d'environ soixante et dix-huit (78) milles carrés, peuvent être décrites comme suit, savoir :

Partant du point où la ligne entre les lots numéros vingt-deux et vingt-trois (22 et 23) du troisième rang du canton Marston, aboutit au lac Mégantic ;

and Louise, and partly by the said international line; to the west, partly by this latter and partly by the line which separates the townships of Woburn and Clinton from the township of Chesham, which said line is also the eastern boundary of the parish of Notre Dame des Bois-de-Chesham.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries, of the parish of Saint Augustin of Woburn, aforesaid.

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Augustin of Woburn, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY FOURTH day of JULY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

2546

Canada,
Province of }
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,
Acting Assistant Attorney-
General.

WHEREAS J.
A. Archambault,
C. O. Genest,

John Leonard and C. F. Olivier, commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Sainte Agnès, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Statutes, made to the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Sainte Agnès, in the county of Lake Mégantic, in the said Roman Catholic Diocese of Sherbrooke, to be as follows, that is to say :

The parish of Sainte Agnès de Mégantic, is situated partly in the county of Beauce, and partly in the county of Compton. The boundaries line which encircles the territory and which encloses a superficial area of about seventy eight (78) square miles, may be described as follows, to wit :

Starting from the point where the line between lots twenty-two and twenty three (22 and 23), of the third range of the township of Marston, meets

de là, cette ligne, dans une direction ouest, à travers les rangs trois, quatre et cinq (3, 4 et 5), jusqu'à l'arrière-ligne du sixième rang du même canton, puis la dite arrière-ligne, jusqu'à la limite nord de Marston ; de là, cette dernière, jusqu'à la ligne qui sépare les lots numéros vingt-deux et vingt-trois (22 et 23), du cinquième rang sud-ouest de Whitton, puis tournant vers le nord-est pour suivre le même alignement la dite ligne des lots numéros vingt-deux et vingt-trois, des rangs cinq et quatre (5 et 4), sud-ouest, et aussi la ligne latérale nord-ouest du lot numéro quarante-cinq (45), dans chacun des rangs trois, deux, un (3, 2, 1), sud-ouest et un (1), nord-est, jusqu'à l'extrémité sud-ouest du septième rang nord-est de Whitton, laquelle est un point de la limite sud-ouest de la paroisse de Sainte-Cécile de Whitton ; de ce point, la dite limite sud-ouest de cette dernière paroisse, jusqu'à la ligne entre les rangs neuf et dix (9 et 10), nord-est de Whitton, puis cette ligne, qui est aussi la limite sud-est de Sainte-Cécile de Whitton, jusqu'à la ligne sud-ouest du canton Gayhurst ; de là, la dite ligne de ce canton jusqu'au côté est de la rivière Chaudière, puis, dans une direction sud-ouest, le dit côté est de la dite rivière, jusqu'à la ligne entre les lots numéros trente-six et trente-sept (36 et 37) du premier rang du canton Spalding, et cette ligne des dits lots dans chacun des rangs un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8) du dit canton Spalding, jusqu'à la limite nord du canton Ditchfield ; de là, cette limite jusqu'à l'arrière-ligne du rang quatre (4) du même canton, et cette dite arrière-ligne jusqu'au sommet de l'angle sud-est du lot numéro vingt-trois (23) ; puis, tournant vers l'ouest, et suivant la ligne entre le dit lot numéro vingt-trois (23), et le numéro vingt-quatre dans chacun des rangs quatre, trois, deux, un (4, 3, 2, 1), jusqu'à la rive du lac Mégantic ; de là, suivant les sinuosités de cette rive, et traversant en chemin la rivière Chaudière à son embouchure, jusqu'au point de départ.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Sainte-Agnès, ci-dessus décrites :

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Sainte-Agnès, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2543

the lake Megantic ; from there, this line in a westerly direction, across the third, fourth and fifth ranges (3, 4, 5), as far as the rear line of the sixth range of the said township, and the said rear line, as far as the north boundary of Marston ; from there, this latter, as far as the line which separates lots numbers twenty two and twenty three (22 and 23), of the fifth range south west of Whitton, then turning to the north east to follow in the same alignment, the said line of lots numbers twenty two and twenty three of the fifth and fourth ranges (5 and 4), south west, and also the side line north west of lot number forty five (45), in each of the ranges three, two and one (3, 2, 1), south west and one (1), north east, as far as the south west end of the seventh range north east of Whitton, which is a point in the south west boundary of the parish of Sainte Cecile de Whitton ; from this point, the said south west boundary of this latter parish, as far as the line between the ninth and tenth (9 and 10) ranges north east of Whitton, then this line which is also the south east boundary of Sainte Cecile de Whitton, as far as the south west line of the township of Gayhurst ; from there, the said line of this township as far as the east side of the river Chaudière, then, in a south westerly direction, the said east side of the said river, as far as the line between the lots numbers thirty six and thirty seven (36 and 37), of the first range of the township of Spalding, and this line of the said lots in each of the ranges one, two, three, four, five, six, seven and eight (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8), of the said township of Spalding, as far as the north boundary of the township of Ditchfield ; from there, this boundary as far as the rear line of the fourth (4) range of the said township, and this said rear line as far as the summit of the south east angle of lot number twenty three (23) ; then turning towards the west and following the line between the said lot number twenty three (23) and number twenty four in each of the ranges four, three, two and one (4, 3, 2, 1), as far as the share of Lake Megantic ; from there following the windings of this shore, on the way crossing the river Chaudière at its mouth, as far as the point of departure.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Sainte Agnès, aforesaid.

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Sainte Agnès, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY FIFTH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

2544

Canada
Province of }
Québec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que
Assistant-Procureur-Général, } aux conformités de
suppléant. } l'article 2499 des Statuts refondus de la province,
Nous avons jugé à propos d'établir une cour de magistrat dans et pour le comté d'Ottawa, à L'Annonciation ;

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons qu'une cour de magistrat dans et pour le comté d'Ottawa, à L'Annonciation, est et sera établie, et sera tenue dans la salle des délibérations du conseil de la municipalité du canton Marchand, située sur cette partie du lot No 48 du rang sud ouest de la rivière du dit canton Marchand, sise entre cette rivière et ce même rang, en face de l'église de la paroisse de L'Annonciation, et sera connue sous le nom de " Cour de magistrat pour le comté d'Ottawa, à L'Annonciation ".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2537

Canada,
Province de }
Québec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que
Assistant-Procureur-Général, } par la loi 1,
suppléant. } Edouard VII, chapitre 4,
section 10, it est décrété que la cour de circuit, dans et pour le comté de Beauharnois, siégeant en la ville de Salaberry de Valleyfield, cessera d'exister dès que le chef-lieu du district judiciaire de Beauharnois, y aura été établi ;

ATTENDU que le chef-lieu du district de Beauharnois sera établi en la ville de Salaberry de Val-

Canada,
Province of }
Québec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } W H E R E A S
Acting Assistant-Attorney- } in conformity
General. } with the provisions
of article 2499 of the revised Statutes of the Province, We have deemed fit to establish a magistrates court in and for the county of Ottawa, at L'Annonciation.

THEREFORE, by and consent of the Executive Council of Our Province of Quebec, We have ruled and ordered and by these presents, do rule and order that a Magistrates court in and for the county of Ottawa, at L'Annonciation, be and shall be established, and shall be held in the Council Chamber, in the municipality of the township of Marchand, being situated on that part of lot No 48 of the south west range of the river of the said township of Marchand, and situate between this river and this same range, facing the parish church of L'Annonciation, and shall be known under the name of " Magistrates court for the county of Ottawa, at L'Annonciation ".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY NINTH day of JULY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

2538

Canada,
Province of }
Québec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION]

CHARLES LANCTOT, } W H E R E A S
Acting Assistant-Attorney- } by the
General. } Act 1, Edward
VII, chapter 4,
section 10, it is enacted that the circuit court, in and for the county of Beauharnois, sitting in the town of Salaberry de Valleyfield, shall cease to exist so soon as the *chef-lieu* of the judicial district of Beauharnois, shall have been there established ;

WHEREAS the *chef-lieu* of the district of Beauharnois will be established in the town of Salaberry de

Valleyfield, en vertu de la dite loi, à compter du quinze septembre prochain, 1903 ;

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes réglons et ordonnons que la cour de circuit dans et pour le comté de Beauharnois, siégeant dans la ville de Salaberry de Valleyfield, est, et sera abolie à compter du quinzième jour de septembre prochain, 1903, et que conformément aux dispositions de l'article 2343 des statuts refondus de la province, en conséquence de la suppression de cette cour, les registres, archives et dossiers qui en forment partie soit transmis à la cour de circuit pour le district de Beauharnois, siégeant dans le palais de justice du dit district de Beauharnois, à Salaberry de Valleyfield, construit en vertu de la loi 1 Edouard VII, chapitre 4.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre.

AMD ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2541

Canada,
Province de }
Québec. }

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner, — SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que
Assistant-Procureur-Général } conformément
suppléant. } aux dispositions des
articles 2350 et suivants des statuts refondus de la province, il a été décidé de fixer certains termes de la cour de circuit du comté de Bagot, à Acton.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons que les termes de la cour de circuit dans et pour le comté de Bagot, siégeant en la ville d'Acton, soient fixés aux époques suivantes, chaque année : les huit et neuf février, avril, juin, octobre et décembre.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très

Valleyfield, in virtue of the said act, dating from the fifteenth of September next, 1903 ;

THEREFORE, by and with the advice and consent of the Executive Council of Our province of Quebec, We have ruled and ordered, and by these presents, we do rule and order that the circuit court, in and for the county of Beauharnois, sitting in the town of Salaberry de Valleyfield, is and shall be abolished counting from the fifteen day of September next, 1903, and that in conformity with the provisions of article 2343, of the revised statutes of the province, in consequence of the abolishing of the said court, the registers, archives and records forming part thereof, be transmitted to the circuit court for the district of Beauharnois, sitting in the court house of the said district of Beauharnois, at Salaberry de Valleyfield, constructed in virtue of the act 1, Edward VII, chapter 4

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-NINTH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By Command,

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

2542

Canada,
Province of }
Quebec. }

[L. S.]

L. A. JETTÉ

EDWARD THE SEVENTH by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern, — GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } W H E R E A S
Acting Assistant Attorney- } in conformity
General. } with the provisions
of articles 2350 and following of the revised statutes of the province, it has been determined to fix certain terms of the circuit court of the county of Bagot, at Acton.

THEREFORE, by and with the advice and consent of the Executive Council of Our province of Quebec, We have ruled and ordered and by their presents, do rule and order that the terms of the circuit court, in and for the county of Bagot, sitting in the town of Acton, be fixed for the following dates in each year : the eight and ninth of February, April, June, October and December.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander

distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2539

Canada,
Province of }
Québec }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUATORZIÈME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour la QUATORZIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commolité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TRENTIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1955

of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-NINTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

2540

Canada,
Province of }
Québec }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FOURTEENTH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, you and each of you:—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FOURTEENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and three, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY SECOND day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem nece assary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRTIETH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

1956

Avis du Gouvernement

No 1320.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité d'Inverness, comté de Mégantic, les lots suivants, savoir : Les lots No 1 au lot No 5, inclusivement, à l'endroit connu sous le nom de "The Craigs Road Range", et les lots Nos 1 et 2, des rangs V et VI du canton d'Inverness, étant les lots du cadastre officiel du canton d'Inverness, Nos 1405, 1406, 1406A, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415 et 1416, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 279, 280, 281 et 282, et de les annexer pour les fins scolaires à la municipalité de "Leeds Sud", dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

2565

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Ordonnance pour la fermeture de deux routes dans Sainte-Germaine du Lac Etchemin.

Attendu que le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, dans le comté de Dorchester, a, le quatrième jour du mois de novembre mil neuf cent deux, passé une résolution, demandant une ordonnance autorisant la fermeture de la route traversant le rang sixième du canton de Cranbourne, sur le lot primitif No 34, dans ou près de la ligne du lot No 35, et de la route traversant le rang septième du dit canton de Cranbourne, sur le lot primitif No 34, étant les Nos 346 et 448, des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, laquelle résolution a été déposée dans les archives du Département de la Colonisation et des Travaux Publics, sous le numéro 2437, des lettres reçues pour l'année 1903.

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande, et qu'en vertu de l'article 1717, section 9, chapitre 7, titre 4, des Statuts refondus de la province de Québec, tels qu'amendés par l'Edouard VII, chap. 8, ces deux routes ne peuvent être fermées sans une ordonnance du ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, vu que des deniers du gouvernement ont été dépensés sur icelles.

En conséquence pour me conformer au désir du conseil municipal de la paroisse de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, en ma qualité de ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, j'autorise la fermeture des deux routes ci-dessus mentionnées, et ordonne que les terrains qu'elles occupent retournent à leurs anciens propriétaires ou successeurs.

LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation
et des Travaux Publics.

Québec, 1 août 1903.

2563

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du vingt-troisième jour de juillet 1903, incorporant Evangeliste Beausoleil, entrepreneur, de Saint-Gabriel de Brandon; Joseph Dufresne, hôtelier, Joseph Adé- lard Roy, photographe, François-Xavier Gingras, marchand, Joseph Adonai Carignan, hôtelier, Pierre Massicotte, bourgeois, de Grand'Mère; Alfred Girard, cultivateur, de Sainte-Monique; Télesphore Laing, boulanger, Oscar Gendron, boucher, Aimé Ally, entrepreneur, Joseph Wilfrid Paquet, embouteilleur, de Grand'Mère, pour les fins suivantes, savoir : l'acquisition, l'administration, l'exploitation,

Government Notices

No. 1320.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach the following lots from the municipality of Inverness, in the county of Megantic, and to annex them to the municipality of South Leeds, in the same county, for school purposes, viz: The lots No. 1 to No. 5, inclusive, at the place known as the "Craig's Road Range", and the lots Nos. 1 and 2, of the V and VI ranges of the township of Inverness, being the lots of the official cadastre of the township of Inverness, Nos. 1405, 1406, 1406A, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415 and 1416, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 279, 280, 281 and 282.

This annexation, if authorized, only to take effect on the 1st of July next, 1903.

2566

DEPARTMENT OF COLONIZATION AND PUBLIC WORKS.

Order of the closing of two by-roads in Sainte Germaine du Lac Etchemin.

Whereas the municipal council of the parish of Sainte Germaine du Lac Etchemin, in the county of Dorchester, did, on the fourth day of the month of November, one thousand nine hundred and two, pass a resolution, praying for an order authorizing the closing of the by-road crossing the sixth range of the township of Cranbourne, on the original lot No. 34, on or near the line of lot No. 35, and of the by-road crossing the seventh range of the said township of Cranbourne, on the original lot No. 34, being numbers 346 and 448, of the plan and book of reference of the official cadastre of the parish of Sainte Germaine du Lac Etchemin, which resolution has been deposited in the archives of the Department of Colonisation and Public Works, under the number 2437, of the letters received for the year 1903.

Whereas there is reason to accede to the said request, and that under article 1717, section 9, chapter 7, title 4, of the revised Statutes of the province of Quebec, as amended by l'Edouard VII, chapter 8, these two by-roads cannot be closed without an order of the minister of Colonization and Public Works, in as much as government money has been spent on them.

Therefore to conform to the wishes of the municipal council of the parish of Sainte Germaine du Lac Etchemin, in my quality of minister of Colonization and Public Works, I authorize the closing of the two by-roads above mentioned, and order that the lands occupied by them do return to its former owners or their successors.

LOMER GOUIN,
Minister of Colonization
and Public Works.

Québec, 1st August, 1903.

2564

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of July, 1903, incorporating Evangeliste Beausoleil, contractor, of Saint Gabriel de Brandon; Joseph Dufresne, hotel-keeper, Joseph Adé- lard Roy, photographer, François-Xavier Gingras, merchant, Joseph Adonai Carignan, hotel-keeper, Pierre Massicotte, bourgeois, of Grand'-Mère; Alfred Girard, farmer, of Sainte Monique; Télesphore Laing, baker, Oscar Gendron, butcher, Aimé Ally, contractor, Joseph Wilfrid Paquet, bottler, of Grand'Mère, for the following purposes, to wit: the acquisition, administration, operation

l'extension et l'amélioration des systèmes d'aqueduc et d'égout, situés dans les limites de la ville de Grand' Mère, et dont M. Evangeliste Beausoleil, du village de Saint-Gabriel de Brandon, dans le comté de Berthier, est actuellement propriétaire en vertu des droits lui résultant des titres suivants, savoir : 1° D'un acte de vente et adjudication, par le shérif du district de Trois-Rivières, au dit Beausoleil, des biens, meubles et immeubles, privilèges et droits de "The Stadacona Water Light & Power Co.", corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires dans la cité de Montréal, par acte enregistré à Trois-Rivières, le 21 décembre 1900, No 42302, reg. B., vol. 44, page 62. 2° D'un acte de vente par "Z. Perrault & Cie", au dit Evangeliste Beausoleil, de tous les privilèges et droits octroyés à la dite compagnie par la ville de Grand' Mère, pour la construction d'un aqueduc, par acte reçu devant P. O. Guillet, notaire, le 20 février 1902, No 8759, sous le nom de "L'Hydraulique de Grand' Mère", avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-huitième jour de juillet 1903
AMD. ROBITAILLE,
 2531 Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-neuvième jour de juillet 1903, par lesquelles le fonds social de La Compagnie de l'Aqueduc de Boucherville a porté son capital à vingt mille piastres (\$20,000.00).

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce premier jour d'août 1903.

2549 **JOS. BOIVIN,**
 Sous-secrétaire de la province.

No 435.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Blaise, comté de Saint-Jean, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Jean, et faisant partie de la municipalité scolaire de Saint-Blaise, savoir : les Nos 1, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 13, 14 et 16, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de la "Paroisse" de Saint-Jean, dans le dit comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

2489-2

**EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
 DU CONSEIL LEGISLATIF.**

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, à division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton,

extension and improvement of the systems of water works and drainage situate within the limits of the town of Grand' Mère, and of which Mr Evangeliste Beausoleil, of the village of Brandon, in the county of Berthier, is now proprietor under rights derived from the following titles, to wit : 1. Of a deed of sale and adjudication by the sheriff of the district of Three Rivers, to the said Beausoleil, of the estate moveables and immoveables privileges and rights of "The Stadacona Water Light and Power Co," a body corporate and politic, having its principal place of business in the city of Montreal, registered at Three Rivers, on the 21st of December, 1900, No. 42302, Reg. B., vol. 44, page 62. 2. Of a deed of sale by Z. Perrault & Co., to the said Evangeliste Beausoleil, of all the rights and privileges granted to the said company or firm by the town of Grand' Mère, from the construction of water works by deed before P. O. Guillet, notary, the 20th of February, 1902, No. 8759, under the name of "L'Hydraulique de Grand' Mère," with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty eighth day of July, 1903.
AMD, ROBITAILLE,
 2532 Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", supplementary letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, dated the twenty-ninth day of July, 1903, by which the capital stock of the Aqueduc de Boucherville Company, has been raised to twenty thousand dollars \$20,000.00.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this first day of August, 1903.

2550 **JOS. BOIVIN,**
 Deputy Provincial Secretary.

No. 435.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach the following lots of the cadastre of the parish of Saint Jean, and forming part of the school municipality of Saint Blaise, to wit : the lots 1, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 13, 14 and 16, from the municipality of Saint Blaise, in the county of Saint Jean, and to annex the said lots for school purposes to the municipality of the "Parish" of Saint Jean, in the said county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904.

2490

**EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
 OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.**

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to th

ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lec-

individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of

ture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1595

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporation existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des

any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1596

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Sluice, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act,"

Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements."

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais ; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est

or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have

pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
2251-2 Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Avis est par le présent donné que "The Royal Scottish Clans," autrement connu comme "The Order of Scottish Clans," une association étrangère de secours mutuels, dûment incorporée en vertu des lois de l'état de Missouri, un des états-unis d'Amérique, a fait une demande au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir l'autorisation de faire des affaires dans la province de Québec.

F. S. MACLENNAN,
Procureur de la requérante.
Montréal, 5 août 1903. 2587

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District of Québec. }
No 586.

Dame Zoé Roy, de Sainte-Philomène de Fortierville, comté de Lotbinière, épouse commune en biens de sieur Achille Roy, du même lieu, commerçant, dûment autorisée à ester en justice en vertu d'une sentence judiciaire.

Demanderesse ;

vs.

Le dit Achille Roy, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 16 de juillet courant.

LANE, GALIPEAULT & PAYMENT,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 28 juillet 1903. 2535

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 66.

Dame Marie Bourdeau, de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, épouse de Théodore Choinière, cultivateur, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Théodore Choinière, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a, ce jour, été instituée en cette cause.

CHARLES BELANGER,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Jean, 3 août 1903. 2581

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3474.

Dame Aimée Ménard, épouse de Joseph Octave Lavoie, courtier, tous deux de la ville et district de Joliette, a, ce jour, poursuivi son dit époux, en séparation de biens.

RENAUD & GUIBAULT,
Avocats de la demanderesse.
Joliette, 21 juillet 1903. 2573

not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway tramway, telegraph, telephone or lighting company or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
2252 Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that The Royal Scottish Clans, otherwise known as the Order of Scottish Clans, a foreign mutual benefit association, duly incorporated under the laws of the state of Missouri, one of the united states of America, has made an application to the lieutenant governor in council, to be allowed to carry on business in the province of Québec.

F. S. MACLENNAN,
Attorney for applicant.
Montreal, 5th August, 1903. 2588

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No 586.

Dame Zoé Roy, of Sainte Philomène de Fortierville, in the county of Lotbinière, wife common as to property of Mr. Achille Roy, of the same place, trader, duly authorized to appear in judicial proceedings in virtue of a judgment of the court, Plaintiff ;

vs.

The said Achille Roy, Defendant.
An action for separation of property has been, on the sixteenth of July instant, instituted in this cause.

LANE, GALIPEAULT & PAYMENT,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 28th July, 1903. 2536

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 66.

Dame Marie Bourdeau, of the parish of Saint-Alexandre, in the district of Iberville, duly authorized to ester in justice, for the purposes hereof, wife of Théodore Choinière, farmer, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said Théodore Choinière, Defendant.
An action in separation from bed and board has, this day, been instituted in this cause.

CHARLES BELANGER,
Attorney for plaintiff.
Saint Johns, 3rd August, 1903. 2582

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3474.

Dame Aimée Ménard, wife of Joseph Octave Lavoie, broker, both of the town and district of Joliette, has, this day, sued her said husband, in separation as to property.

RENAUD & GUIBAULT,
Attorneys for plaintiff.
Joliette, 21st July, 1903. 2574

Canada,
Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2028.

Dame Adélie Bellefleur, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Adolphe *alias* Delphis Hamel, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Adolphe *alias* Delphis Hamel,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatorzième jour de juillet 1903.

TAILLON, BONIN & MORIN,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 5 août 1902. 2579

Avis est par le présent donné que, Dame Marie Louise Lamy, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, épouse de George Tremblay, du même lieu, commerçant, dûment autorisée en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari, portant le No 74, cour supérieure, dit district de Saint-François.

CAMPBELL & McCABE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 27 juillet 1903. 2483-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2976.

Dame Joséphine Léonard, épouse commune en biens de Damase Tardif, épiciier, de Saint-Léonard de Port Maurice, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, contre le dit Damase Tardif, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari, le dixième jour de juillet 1903.

LEONARD & LORANGER,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 13 juillet 1903. 2419-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 879.

Dame Albina Perreault, épouse de Tancrede Bouthillier, entrepreneur, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

G. A. MARSAN,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 22 juillet 1903. 2441-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2495.

Dame Odila Poulin, épouse de E. Eusèbe Bouchard, des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux.

J. A. E. DION,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 8 mai 1903. 2329-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1972.

Eugénie Callewaert, épouse commune en biens d'Albert Ghysens, agent, des cité et district de Montréal,
Demanderesse ;

vs.

Albert Ghysens, agent, de la dite cité et du district de Montréal,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le 30 juin dernier (1903), contre le défendeur.

CLOVIS LAPORTE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 9 juillet 1903. 2337-5

Canada,
Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2028.

Dame Adélie Bellefleur, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Adolphe *alias* Delphis Hamel, joiner, of the same place, duly authorized to institute said action.
Plaintiff :

vs

The said Adolphe *alias* Delphis Hamel,
Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the fourteenth day of July, 1903.

TAILLON, BONIN & MORIN,
Attorneys for said plaintiff.
Montreal, 5th August, 1903. 2580

Notice is hereby given that, Dame Marie Louise Lamy, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, wife of George Tremblay, of the same place, trader, judicially authorized, has instituted an action for separation as to property against her said husband bearing No. 74, superior court, district of Saint Francis.

CAMPBELL & McCABE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 27th July, 1903. 2484

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2976.

Dame Josephine Léonard, wife common as to property of Damase Tardif, grocer, of Saint Leonard de Port Maurice, of the district of Montreal, duly authorized to ester *en justice*, against the said Damase Tardif, of the same place, has instituted an action as separation of property against her said husband, on the tenth day of July, 1903.

LEONARD & LORANGER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th July, 1903. 2420

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 879.

Dame Albina Perreault, wife of Tancrede Bouthillier, contractor, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

G. A. MARSAN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 22nd July, 1903. 2442

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 2495.

Mrs. Odila Poulin, wife of E. Eusèbe Bouchard, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband.

J. A. E. DION,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 8th May, 1903. 2330

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1972.

Eugénie Callewaert, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Ghysens, agent, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said Albert Ghysens, agent, of the same place,
Defendant.

The said plaintiff has, the 30th day of June last (1903), instituted an action in separation as to property against her said husband, the defendant.

CLOVIS LAPORTE,
Attorney of the plaintiff.
Montreal, 9th July, 1903. 2338

Avis public est par le présent donné que John MacNider, William Astle, John Astle, John Crawford et William Turriff, tous de la municipalité du village du Petit Métis, dans le comté de Matane, sous le nom de compagnie de cimetièrre du Petit Métis, sous deux mois après la première publication de cet avis, s'adresseront au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, pour obtenir un ordre en conseil, confirmant un acte de vente de William Turriff, du dit village du Petit Métis, à eux en fidei commiss, passé devant Jean Ernest L'Arrivée, notaire, le quatorzième jour d'avril 1903, du morceau de terre suivant situé dans le troisième rang de la seigneurie Perras, dans le dit village du Petit Métis, savoir : une partie du lot 374, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Octave de Métis, contenant un acre de front sur un acre et demi de profondeur ; borné au nord par le chemin de front du dit troisième rang, à l'ouest par Alexander Turriff, et au sud et à l'est par le dit William Turriff, et de constituer les dits requérants et leurs successeurs en office en une corporation sous le susdit nom de Compagnie de Cimetièrre du Petit Métis.

Le tout conformément à la section 5253 des statuts révisés de la province de Québec.

T. F. ASTLE,
Soliciteur des requérants, 2327-5

Public notice is hereby given that John MacNider, William Astle, John Astle, John Crawford and William Turriff, all of the municipality of the village of Little Metis, in the county of Matane, under the name of the Cemetery Company of Little Metis, after the expiry of two months from the first publication of this notice, will make application to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for an order in council, confirming a deed of sale from William Turriff, of the said village of Little Metis, to them in trust, passed before Jean Ernest L'Arrivée, notary, on the fourteenth day of April, 1903, of the following parcel of land situate on the third range of the Perras seignior, in the said village of Little Metis, viz : a part of lot 374, of the official cadastre of the parish of Saint Octave de Metis, containing one acre frontage by an acre and a half in depth ; bounded on the north by the front road of the said third range, on the west by Alexander Turriff, and on the south and east by the said William Turriff, and to constitute the said applicants and their successors in office a corporation under the above name of the Cemetery Company of Little Metis.

The whole in conformity with section 5253 of the revised statutes of the province of Quebec.

T. F. ASTLE,
Solicitor for applicants, 2328

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour supérieure.*
In re Philéas Dagenais, carrossier, Montréal, absent.
Insolvable.

Avis vous est donné que, le 31e jour de juillet 1903, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon, 2529
180, rue Saint-Jacques.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No 1052.

Dans l'affaire de Elie Maroun, de Québec, marchand,
Débiteur insolvable ;
et

Montoura Jean Simon,
Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le troisième jour d'août courant, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec.

PIERRE DROUIN,
Gardien provisoire,
181, rue Saint-Joseph.
Québec, 4 août 1903. 2569

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
In re L. J. Giroux, Berthierville, Failli.

Avis est donné qu'un premier et dernier bordereau de collocation sur le produit des biens meubles et sur le produit des biens immeubles, a été préparé, lequel sera payable au bureau de MM. Lamarche & Benoit, No 2, Place d'Armes, Montréal, le vingt-cinquième jour d'août mil neuf cent trois.

A. LAMARCHE,
Curateur.
2, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 8 août 1903. 2585

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Philéas Dagenais, carriage maker, of Montreal, absent.
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 31st day of July, 1903, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon, 2530
180, Saint James street.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1052.

In the matter of Elie Maroun, of Québec, merchant,
Insolvent debtor ;
and

Montoura Jean Simon,
Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that Elie Maroun, of Québec, has, on the 3rd of August 1903, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office for the district of Québec, according to law.

PIERRE DROUIN,
Provisional guardian,
181, Saint Joseph street.
Québec, 4th August, 1903. 2570

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court*
In re L. J. Giroux, Berthierville, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet of the proceeds of the moveables and of the immovables has been prepared, and will be payable at the office of Messrs Lamarche & Benoit, No. 2, Place d'Armes, Montreal, on the twenty fifth day of August, one thousand nine hundred and three.

A. LAMARCHE,
Curator.
2, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 8th August, 1903. 2586

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Alfred J. Blanchette, hôtelier,
 Drummondville, Failli.
 Avis est par le présent donné qu'un premier et
 dernier bordereau de dividendes a été préparé dans
 cette affaire, et sera sujet à contestation jusqu'au
 23 août courant.
 Toute contestation du dit bordereau devra être
 produite avant cette date.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,
 Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways.
 Montréal, 8 août 1903. 2575

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
 Dans l'affaire de V. E. Marchand & Cie., marchands
 de chaussures, Shawinigan Falls, Faillis.

Avis public est par le présent donné que, par
 jugement de la cour, en date du 3 août courant, nous
 avons été nommés curateurs aux biens des faillis sus-
 nommés, qui en ont fait un abandon judiciaire pour
 le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à nos
 bureaux sous un mois pour être colloquées.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,
 Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways.
 Montréal, 8 août 1903. 2577

Règles de Cour

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Beauce. }
 No 3624.
 Edouard Fortin, Demandeur ;
 vs
 Charles Morin, Défendeur ;
 et
 A. Pacaud *et al*, Opposants.

Vu la déclaration de déconfiture du demandeur,
 et le jugement interlocutoire de l'Honorable juge
 H. C. Pelletier, en date du 1er août courant, il est
 enjoint aux créanciers du dit demandeur de pro-
 duire leurs réclamations dans les quinze jours de la
 date de la première insertion du présent avis.

(Signé) H. C. PELLETIER,
 J. C. S.

Vraie copie,
 TALBOT & VÉZINA,
 P. C. S.
 Saint-Joseph, Beauce, 4 août 1903. 2571

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
 No. 696.
 Joseph Bédard *et al*, Demandeurs ;
 vs.
 Joseph Marleau, Défendeur ;
 et

The Rierdon Paper Mills, limited,
 Mise en cause.
 Le vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent trois.

Sur l'ordre de l'honorable A. Rochon, juge de la
 cour supérieure, siégeant en ce district, donné ce
 jour ; vu l'allégation d'insolvabilité du dit Joseph
 Marleau, du canton de Hartwell, dans le comté La-
 belle, district d'Ottawa, cultivateur, défendeur, les
 créanciers du dit défendeur, qui n'auraient pas en-
 core produit leurs réclamations, sont maintenant
 appelés à les produire en cette cause, au bureau du
 protonotaire de la cour supérieure pour ce district,
 à Hull, dans les quinze jours de la date de la pre-

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 In the matter of Alfred J. Blanchette, hotel-
 keeper, Drummondville, Insolvent.
 Notice is hereby given that a first and final di-
 vidend sheet has been prepared in this matter, and
 will be payable at our office, on the 23rd August,
 1903.

Any opposition to the said dividend must be filed
 before this date.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,
 Joint curators.

41, Street Railway Building.
 Montreal, 8th August, 1903. 2576

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 In the matter of V. E. Marchand & Co., boot and
 shoe merchants, Shawinigan Falls, Insolvents.

Public notice is hereby given that, by judgment of
 the court, dated the 3rd August instant, we were
 appointed curators to the estate of the above named
 insolvents who have made a judicial abandonment
 for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our offices within a month
 to be collocated.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,
 Joint curators.

41, Street Railway Building.
 Montreal, 8th August, 1903. 2578

Rules of Court

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Beauce. }
 No. 3624.
 Edouard Fortin, Plaintiff ;
 vs
 Charles Morin, Defendant ;
 and
 A. Pacaud *et al*, Opposants.

Seeing the plaintiff's declaration of insolvency
 and the interlocutory judgment of the Honorable
 judge H. C. Pelletier, dated the 1st of August
 instant, the creditors of the said plaintiff are ordered
 to produce their claims within fifteen days of the
 date of the first insertion of the present notice.

(Signed), H. C. PELLETIER,
 J. S. C.

True copy,
 TALBOT & VÉZINA,
 P. C. S.
 Saint Joseph, Beauce, 4th August, 1903. 2572

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
 No. 696.
 Joseph Bédard *et al*, Plaintiffs ;
 vs
 Joseph Marleau, Defendant ;
 and

The Rierdon Paper Mills, Limited,
 Mise en cause.
 The twenty fifth day of June, one thousand nine
 hundred and three.

Pursuant to the order of the Honorable Mr. Jus-
 tice A. Rochon, a judge of the superior court, sitting
 in the district of Ottawa, issued this day, seeing the
 allegation of insolvency of the said defendant Joseph
 Marleau, of the township of Hartwell, in the county
 of Labelle, in the district of Ottawa, farmer, the
 creditors of the said defendant, who have not yet
 filed their claims, are hereby requested to file them
 in this cause, at the protonotary's office, at the city
 of Hull, within fifteen days from the date of the

mière insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

GRONDIN & VINCENT,
P. C. S.

2497.2

Ventes par le Sheriff—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **LOUIS JACQUES**,
No 150. } **L** mandeur ; vs **LEON**
BEDARD, Défendeur.

La moitié nord-est du lot numéro vingt-six C, du cadastre officiel du canton de Blandford, paroisse de Saint-Louis de Blandford, dans le dixième rang du dit canton, ayant quatre arpents et demi de front sur vingt-huit arpents de profondeur—avec les bâtisses y érigées. Le tout à la charge des droits de la Couronne, s'il en existe.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis de Blandford, le **DIX-NEUVIÈME** jour d'**AOUT** prochain 1903, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Sheriff, Shérif.
Arthabaska, 10 juillet 1903. 2347-2
[Première publication, 18 juillet 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **LOUIS FRECHETTE**,
No 201. } **L** Demandeur ; contre **A.**
J. AUGER ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant au demandeur :

La moitié ouest de la moitié est du lot numéro deux cent soixante-six, du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton de Bulstrode, paroisse de Saint-Rosaire, contenant environ soixante-trois arpents en superficie—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Rosaire, le **DIX-NEUVIÈME** jour d'**AOUT** prochain, à **TROIS** heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Sheriff, Shérif.
Arthabaska, 15 juillet 1903. 2377-2
[Première publication, 18 juillet 1903.]

Ventes par le Sheriff—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **ACHILLE THIBODEAU**,
No. 3677. } **A** Demandeur ; contre
EDOUARD FORTIN, Défendeur, savoir :

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, en le rang Saint-Antoine, nord ouest, de trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connue et désignée aux plan et livre officiels de renvoi du cadastre pour la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, sous le numéro huit cent dix (810).

2° Un terrain étant les numéros vingt-cinq et vingt-six, de la subdivision du lot numéro huit cent quarante-six (846), du cadastre de la paroisse de

first publication of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

GRONDIN & VINCENT,
P. S. C.

2498

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **LOUIS JACQUES**,
No. 150. } **L** Plaintiff ; vs **LEON**
BEDARD, Defendant.

The north east half of lot number twenty six C, of official cadastre for the township of Blandford, parish of Saint Louis of Blandford, in the tenth range of said township, being four and a half arpents in width by twenty eight arpents in depth—with the buildings thereon erected. The whole subject to the charge of the rights of the Crown, if any.

To be sold at the parochial church door of Saint Louis of Blandford, on the **NINETEENTH** day of **AUGUST** next, 1903, at **ELEVEN** o'clock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 10th July, 1903. 2348
[First published, 18th July, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **LOUIS FRECHETTE**,
No. 201. } **L** Plaintiff ; against **A.**
J. AUGER ET AL., Defendants.

As belonging to plaintiff :

The west half of the east half of lot number two hundred and sixty six, of official cadastre for the fifth range of the township of Bulstrode, parish of Saint Rosaire, containing about sixty three arpents in superficies—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame du Rosaire, on the **NINETEENTH** day of **AUGUST** next, at **THREE** o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 15th July, 1903. 2378
[First published, 18th July, 1903.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **ACHILLE THIBODEAU**,
No. 3677. } **A** Plaintiff ; vs **EDOUARD**
FORTIN, Defendant, to wit :

1. A land situated in the parish of Saint George de la Beauce, in the north west Saint Antoine range, of three arpents in front by twenty arpents in depth, more or less—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known and distinguished on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint George de la Beauce, under the number eight hundred and ten (810).

2. A lot of land being numbers twenty five and twenty six, of the subdivision of lot number eight hundred and forty six (846), of the cadastre of the

Saint Georges de la Beauce, contenant environ six arpents et quatre perches de front sur environ douze arpents de profondeur ; borné au nord-ouest un arpent de la rivière Famine, au sud-est à la concession Saint-Antoine, et des autres côtés aux héritiers de Léry ou représentants—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce 30 juillet 1903. 2561

[Première publication, 8 août 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } JOSEPH MICHAUD, De-
No 383. } mandeur ; vs EDOUARD
FORTIN, Défendeur, savoir :

Tous les droits et prétentions que le défendeur a et peut avoir sur le lot numéro trente-huit (38), du rang B, du canton de Linière, suivant les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Linière, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 3 août 1903. 2559

[Première publication, 8 août 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir : } PIERRE THEOPHILE
No 34. } LEGARE, Demandeur ;
contre LUDGER POULIN, Défendeur, savoir :

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Georges, en le premier rang du fief Sainte-Barbe de la Famine, côté nord-est du chemin public, contenant cinquante pieds de front sur environ un arpent de profondeur, le tout plus ou moins, étant partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-quinze (595), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Georges ; borné en front par le chemin public, en arrière, partie à Charles Grondin et partie à Edmond Martinette, au sud-est par Joseph Gonthier, et au nord-ouest par David Lessard—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un terrain situé au même endroit, en front de l'emplacement sus-décrié, contenant aussi cinquante pieds de front, plus ou moins, sur la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin public et la Rivière Chaudière ; borné du côté sud-est à Joseph Gonthier, et du côté nord-ouest par George Fortin, étant aussi partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-quinze (595), du cadastre susdit—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 9 juillet 1903. 2553.2

[Première publication, 18 juillet 1903.]

parish of Saint George de la Beauce, containing about six arpents and four perches in front by about twelve arpents in depth ; bounded on the north west at one arpent of the river Famine, on the south east by the concession Saint Antoine, and on the other sides by the heirs de Léry or their representatives—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint George de la Beauce, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriffs Office, Shérif.
Village of Saint Joseph Beauce, 30th July, 1903. 2562

[First published, 8th August, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } JOSEPH MICHAUD, Plain-
No. 383. } tiff ; vs EDOUARD FOR-
TIN, Defendant, to wit :

All the rights and claims that the défendant has or may have on the lot number thirty eight (38), of range B, of the township of Linière, according to the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Linière, containing one hundred acres of land in superficies, more or less—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Côme, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at THREE of the clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,
Sheriffs Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 3rd August, 1903. 2560

[First published, 8th August, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Beauce, to wit : } PIERRE THEOPHILE LE-
No. 34. } GARE, Plaintiff ; against
LUDGER POULIN, Defendant, to wit :

1. A lot situate in the parish of Saint Georges, in the first range of the fief Sainte Barbe de la Famine, north east side of the public road, containing fifty feet in front by about one arpent in depth, the whole more or less, being part of lot number five hundred and ninety-five (595), of the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Georges ; bounded in front by the public road, in rear, partly by Charles Grondin and partly by Edmond Martinette, on the south east by Joseph Gonthier, and on the north west by David Lessard—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot situate at the same place, in front of the lot above described, containing also fifty feet in front, more or less, by the depth there may be between the public road and the River Chaudière ; bounded on the south east side by Joseph Gonthier, and on the north west side by George Fortin, being also part of lot number five hundred and ninety five (595), of the aforesaid cadastre—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges de la Beauce, on the NINETENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 9th July, 1903. 2354

[First published, 18th July, 1903.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **THE TRUST & LOAN**
No 138. } **COMPANY OF CANADA,**

corporation légalement constituée par acte public du parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec dans la cité de Montréal, district de Montréal, Demanderesse ; contrt les terres et tènements de **DAME ROSIANNE BOURGOUIN**, des cité et district de Montréal, veuve de feu Noël Clément dit Larivière, en son vivant du même lieu, charron, Défenderesse.

1° Un lot de terre situé dans les cité et district de Montréal, composé du lot numéro quatre-vingt-un, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, et de la partie nord-ouest du lot numéro quatre-vingt-trois, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, de la dite cité de Montréal, la dite partie nord-ouest contenant trente pieds de largeur sur trente-neuf pieds et demi de profondeur, le tout mesure anglaise, et de là, quarante pieds de largeur, mesure française, sur quarante quatre pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné en front par la dite partie en dernier lieu mentionnée, du numéro quatre-vingt-trois (83), par la rue Wolfe, en arrière par le lot numéro soixante et douze (72), du côté nord-ouest par le dit lot numéro quatre-vingt-un (81), et du côté sud-est partie par le résidu du dit lot numéro quatre-vingt-trois (83), appartenant à Dame James Smith, et partie par le lot numéro quatre-vingt-deux (82), du dit plan officiel, le dit lot de terre ainsi composé étant borné en front par la rue Wolfe—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un morceau de terre situé dans les dits cité et district de Montréal, composé des lots de terre connus et désignés sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, sous les numéros six cent vingt-trois et six cent vingt-quatre ; borné en front par la rue Montcalm—avec les bâtisses sus-érigées.

3° Un autre morceau de terre situé dans les dits cité et district de Montréal, étant le lot numéro huit, de la subdivision officielle du lot original numéro quatre cent trente et un (431-8), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques ; borné en front par la rue Saint-Denis—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être venus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **DIXIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,

Député-Shérif.

Montréal, 5 août 1903.

2493

Première publication du 1er août 1903, est nulle.

[Première publication, 8 août 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **CANADA INDUSTRIAL**
No 2979. } **COMPANY, LIMITED,**

corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et le district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènements de **KENSINGTON LAND COMPANY**, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité et le district de Montréal, et actuellement en liquidation volontaire suivant la loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds sociaux, Défenderesse, et contre les terres et tènements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A," annexée au bref en cette cause de la dite défenderesse, maintenant entre les mains de Joseph Perrier, gentilhomme, de la cité

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE TRUST & LOAN**
No. 138. } **COMPANY OF CANADA,**

a corporation legally constituted by a public act of parliament, having its principal place of business for the province of Quebec in the city of Montreal, in the district of Montreal. Plaintiff ; against the lands and tenements of **DAME ROSIANNE BOURGOUIN**, of the city and district of Montreal, widow of the late Noël Clément dit Larivière, in his lifetime of the same place, wheel-wright, Defendant.

1. A lot of land situate in the city and district of Montreal, comprising lot number eighty one, of the official plan and book of reference of Saint James ward, and of the north west part of lot number eighty three, of the official plan and book of reference of the said Saint James ward, of the said city of Montreal, the said north west part containing thirty feet in width by thirty nine feet and one half in depth, the whole english measure, and thence, forty feet in width, feet measure, by forty four feet in depth, english measure ; bounded in front by the said part lastly mentioned, of lot eighty three (83), by Wolfe street, in rear by lot number seventy two (72), on the north west side by the said lot number eighty one (81), and on the south east part by the remainder of the said lot number eighty three (83), belonging to Dame James Smith, and part by the lot number eighty two (82), of the said official plan, the said lot of land so made up being bounded in front by Wolfe street—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situate in the said city and district of Montreal, comprising the lots of land known and distinguished on the official plan and book of reference of Saint James ward, under the numbers six hundred and twenty three and six hundred and twenty four ; bounded in front by Montcalm street—with the buildings thereon erected.

3. Another piece of land situate in the said city and district of Montreal, being lot number eight, of the official subdivision of the original lot number four hundred and thirty one (431-8), of the official plan and book of reference of Saint James ward ; bounded in front by Saint Denis street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Montreal, 5th August, 1903.

2494

First publication of the 1st August, 1903, is null.

[First published, 8th August, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **CANADA INDUSTRIAL**
No. 2979 } **COMPANY, LIMITED,**

a body politic and corporate duly incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal. Plaintiff ; against the lands and tenements of the **KENSINGTON LAND COMPANY**, a body politic and corporate duly incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, and now in voluntary liquidation under the joint stock companies, voluntary liquidation act, Defendant, and against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked "A," annexed to the writ in this cause of the said defendant, now in the hands of Joseph Perrier, gentleman, of the

et du district de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait par la dite défenderesse ; sujet à la réserve expresse de la déclaration produite par la demanderesse, le douze juin dernier (1903), à l'effet qu'elle n'accepte pas le délaissement, et sous réserve expresse des droits réclamés par la dite demanderesse dans son action intentée le onze juin dernier (1903), devant la cour supérieure de ce district, et portant le numéro 778 des dossiers de la dite cour, dans laquelle action Canada Industrial Company est demanderesse ; vs. James Walker *et al*, défendeurs es-qualité.

Les immeubles suivants sont saisis comme suit :

A. Contre la compagnie défenderesse, savoir : "The Kensington Land Company," l'immeuble suivant :

1° Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro quatre-vingt-treize (93), de la subdivision officielle de partie du lot officiel primitif numéro cent soixante et trois (163) ; borné le dit lot de terre, du côté sud-ouest, par portion du lot de la dite subdivision officielle numéro deux cent vingt-six (226), du côté nord-est par le lot de la dite subdivision officielle numéro quatre-vingt-quatorze (94), au nord-ouest par le lot de la dite subdivision officielle numéro quatre-vingt-seize (96), et au sud-est par le lot de la dite subdivision officielle numéro quatre-vingt-douze (92), du dit lot officiel primitif numéro cent soixante et trois (163), ce dernier étant situé dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce, sur le chemin public appelé "Upper Lachine Road."

B. Contre Joseph Perrier, curateur au délaissement, les immeubles suivants, savoir :

2° Un lopin de terre, de forme irrégulière, étant la partie sud-est, située au sud du chemin public, appelé "Upper Lachine Road," de cette terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro cent soixante et trois (163), et étant située la dite terre en la paroisse de Notre-Dame de Grâce, sur le chemin public appelé "Upper Lachine Road," par lequel chemin la dite terre est coupée en deux portions près de son extrémité sud-est : mesurant le dit lopin de terre environ deux arpents en largeur par environ un demi arpent en profondeur, plus ou moins, l'excédant ou le déficit devant être pour le profit ou la perte de l'acquéreur, et borné le dit lopin de terre, au sud-est, par la côte faisant face à la Rivière Saint-Pierre, et donnant accès à partie du lot officiel numéro cent soixante et six (166) : au nord-ouest par le dit chemin public, tel qu'il se trouve tracé aujourd'hui et appelé "Upper Lachine Road" ; au sud-ouest par portion du lot officiel numéro cent soixante et un (161) ; et au nord-est, par portion du lot officiel numéro cent soixante et cinq (165), et étant affecté le dit lopin de terre par la servitude créée en faveur de Gabriel Décar, en vertu d'un acte de vente, passé devant J. E. O. Labadie, notaire, le vingt février, dix-huit cent soixante et douze—sans bâtisses.

3° Un lopin de terre, de forme irrégulière, formant partie de cette dite terre sise et située en la paroisse de Notre-Dame de Grâce, sur le dit "Upper Lachine Road," et connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro cent soixante et trois (163), mesurant le dit lopin de terre environ deux arpents en largeur, par environ huit cent soixante et huit (868) pieds, mesure anglaise, en moyenne de profondeur, plus ou moins, l'excédant ou le déficit devant être pour le profit ou la perte de l'acquéreur ; borné le dit lopin de terre, au sud-est par le chemin public, tel qu'il se trouve tracé aujourd'hui et appelé "Upper Lachine Road" ; au nord-ouest, par cette portion du dit lot officiel primitif numéro cent soixante et trois (163), occupée et possédée par le "Atlantic and North West Railway," pour l'exploitation de sa voie, au sud-ouest, par partie du lot officiel numéro cent soixante et

city and district of Montreal, the curator duly appointed to the abandonment made by the said defendant ; subject to the express reservation in the declaration filed by the plaintiff on the twelfth June last (1903), to the effect that it does not accept the abandonment and subject to the express reservation of the rights claimed by the said plaintiff, in its action instituted on the eleventh June last (1903), before the superior court of this district, and bearing the number 778 of the records of the said court, in which action the Canada Industrial Company is Plaintiff ; vs James Walker *et al*, defendants, *es-qualité* :

The following immoveables are seized, as follows :

A. Against the defendant Company, to wit : the Kensington Land Company, the following immoveable :

1. A lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the number ninety three (93), of the official subdivision of part of the original official lot number one hundred and sixty three (163) ; the said lot bounded on the south west side by part of the lot of the said official subdivision number two hundred and twenty six, on the north east by the lot of the said official subdivision number ninety four (94), on the north west by the lot of the said official subdivision number ninety six (96), and on the south east by the lot of the said official subdivision number ninety two (92), of the said original official lot number one hundred and sixty three (163), the latter being situate in the parish of Notre Dame de Grâce, on the public road called "Upper Lachine Road."

B. Against Joseph Perrier, curator to the abandonment, the following immoveables to wit :

2. A lot of land of irregular form, being the south east part, situate on the south side of the public road called "Upper Lachine Road," of that lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number one hundred and sixty three (163), the said lot of land being situate in the parish of Notre-Dame de Grâce, on the public road called "Upper Lachine Road," by which road the said lot is cut into two parts near its south eastern extremity ; the said lot of land measuring about two arpents in width by about half an arpent in depth, more or less, the excess or deficiency to be for the profit or loss of the purchaser, and the said lot of land bounded on the south east by the hill facing the river Saint Peter, and giving access to part of the official lot number one hundred and sixty six (166), on the north west by the said public road, as now laid out and called "Upper Lachine Road," on the south west by part of the official lot number one hundred and sixty one (161), and on the north east by part of the official lot number one hundred and sixty five (165), the said lot of land being affected by the servitude established in favor of Gabriel Decary, in virtue of a deed of sale passed before J. E. O. Labadie, notary, on the 20th February, one thousand eight hundred and seventy two—without any buildings.

3. A lot of land of irregular shape forming part of the said lot of land situate and being in the parish of Notre-Dame de Grâce, on the said "Upper Lachine Road," and known and designated on the said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number one hundred and sixty three (163), the said lot of land measuring about two arpents in width by about eight hundred and sixty eight (868) feet, english measure, in average depth, more or less, the excess or deficiency to be for the profit or loss of the purchaser ; the said lot of land bounded on the south east by the public road, as now laid out and called "Upper Lachine Road," on the north west by that part of the said original official lot number one hundred and sixty three (163), occupied and owned by the Atlantic and North West Railway, for the purposes of its road, on the south west by part of the official lot number one hundred and

deux (162), et au nord-est, par partie du lot officiel numéro cent soixante et cinq (165) — avec bâtisses et dépendances sus-érigées; sont distraits les lots de la dite subdivision officielle suivants, savoir: numéros un à huit (1 à 8) inclusivement, dix (10), onze (11), deux cent trente et un à deux cent trente-cinq (231 à 235) inclusivement, deux cent quarante-sept et deux cent quarante-huit (247 et 248), de la subdivision officielle de partie du dit lot officiel primitif numéro cent soixante et trois (163), comprenant ainsi le dit lopin de terre les lots de la dite subdivision officiels suivants, savoir: numéros neuf (9), douze à dix-sept (12 à 17) inclusivement, deux cent trente (230), deux cent trente-six à deux cent quarante-six (236 à 246) inclusivement, de la dite subdivision officielle de la dite partie du dit lot officiel primitif numéro cent soixante et trois (163).

4° Un lopin de terre, de forme irrégulière, formant partie de cette dite terre sise et située en la paroisse de Notre-Dame de Grâce, sur le dit "Upper Lachine Road", et connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro cent soixante et trois (163), mesurant le dit lopin de terre environ deux arpents en largeur, par environ treize cent cinquante-trois (1353) pieds, mesure anglaise, dans la ligne nord-est, et onze cent soixante et quatorze (1174) pieds, dans la ligne sud-ouest, plus ou moins, l'excédant ou le déficit devant être pour le profit ou la perte de l'acquéreur, borné le dit lopin de terre, au sud-est, par cette partie du dit lot officiel primitif numéro cent soixante et trois (163), vendue au "Atlantic and North West Railway", et maintenant en la possession du dit chemin de fer pour l'exploitation de sa voie; au nord-ouest, par cette portion du dit lot officiel primitif numéro cent soixante-et-trois (163), connue et désignée maintenant sous les numéros de la dite subdivision officiels quarante-et-un (41), deux cent soixante-et-quatorze (274), et partie de deux cent vingt-neuf (229), située aux nord-ouest du prolongement de la ligne nord-ouest des dits lots quarante (40), et deux cent soixante-et-treize (273); au sud-ouest, par partie du lot officiel numéro cent soixante et deux (162) et au nord-est, par partie du lot officiel numéro cent soixante et cinq (165); sont distraits les lots de la dite subdivision officiels suivants, savoir: vingt et un (21), vingt-cinq (25), vingt-huit (28), trente-trois A (33 A), deux cent cinquante-quatre à deux cent cinquante-huit (254 à 258) inclusivement, deux cent soixante et un (261), deux cent soixante-trois à deux cent soixante-et-huit (263 à 268) inclusivement, et deux cent soixante et douze A (272 A), de la dite subdivision officielle du dit lot officiel primitif numéro cent soixante et trois (163), comprenant ainsi le dit lopin de terre les lots de la dite subdivision officiels suivants, savoir: numéros dix-huit à vingt (18 à 20) inclusivement, vingt-deux à vingt-quatre (22 à 24) inclusivement, vingt-six (26), vingt-sept (27), vingt-neuf à quarante (29 à 40) inclusivement, partie sud-est de deux cent vingt-neuf (229), située au sud-est du prolongement de la ligne nord-ouest des dits lots quarante (40) et deux cent soixante et treize (273), deux cent quarante-neuf à deux cent cinquante-trois (249 à 253) inclusivement, deux cent cinquante-neuf (259), deux cent-soixante (260), deux cent soixante-et-deux (262), deux cent soixante et neuf à deux cent soixante et treize (269 à 273) inclusivement, de la dite subdivision officielle du dit lot officiel primitif numéro cent soixante-et-trois (163).

5° Un lopin de terre, formant partie de cette dite terre, sise et située en la paroisse de Notre-Dame de Grâce, sur le dit "Upper Lachine Road", et connue et désignée aux dits plan et livres de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro cent soixante et trois

sixty two (162), and the north east by part of the official lot number one hundred and sixty five (165)—with the buildings and dependencies thereon erected; the lots of the following official subdivision are excepted therefrom to wit: numbers one to eight (1 to 8) inclusively, ten (10), eleven (11), two hundred and thirty one to two hundred and thirty five (231 to 235) inclusively, two hundred and forty seven and two hundred and forty eight (247 and 248), of the official subdivision of part of the said original official lot number one hundred and sixty three (163), the said lot of land including also the following lots of the said official subdivision, to wit: numbers nine (9), twelve to seventeen (12 to 17) inclusively, two hundred and thirty (230), two hundred and thirty six to two hundred and forty six (236 to 246) inclusively, of the said official subdivision of the said portion of the said original official lot number one hundred and sixty three (163).

4. A lot of land of irregular shape forming part of the said lot of land situate and being in the parish of Notre Dame de Grâce, on the said "Upper Lachine Road", and known and designated on the said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number one hundred and sixty three (163), the said lot of land measuring about two arpents in width by about thirteen hundred and fifty three (1353) feet, english measure, on the north east line and eleven hundred and seventy four (1174) feet, on the south west line, more or less, the excess or deficiency to be for the profit or loss of the purchaser; bounded the said lot of land on the south east by that portion of the original official lot number one hundred and sixty three (163), sold to the Atlantic and North Western Railway and now in the possession of the said railway company, for the working of its road; on the north west by that portion of the said original official number one hundred and sixty three (163), now known and designated under the numbers of the said official subdivision forty one (41), two hundred and seventy four (274), and part of two hundred and twenty nine (229), situate to the north west of the prolongation of the north western line of the said lots forty (40), and two hundred and seventy three (273), on the south west by part of the official lot number one hundred and sixty two (162), and on the north east by part of the official lot number one hundred and sixty five (165), the following lots of the said official subdivision are excepted therefrom, to wit: twenty one (21), twenty five (25), twenty eight (28), thirty three A (33 A), two hundred and fifty four to two hundred and fifty eight (254 to 258) inclusively, two hundred and sixty one, two hundred and sixty three to two hundred and sixty eight (263 to 268) inclusively, and two hundred and seventy two A (272 A), of the said official subdivision of the said original official lot number one hundred and sixty three (163), the said lot of land thus includes the following lots of the said official subdivision, to wit: numbers eighteen to twenty (18 to 20) inclusively, twenty two to twenty four (22 to 24) inclusively, twenty six (26), twenty seven (27), twenty nine to forty (29 to 40) inclusively, the south eastern part of two hundred and twenty nine (229), situate to the south east of the prolongation of the north western line of the said lots forty (40), and two hundred and seventy three (273), two hundred and forty nine to two hundred and fifty three (249 to 253) inclusively, two hundred and fifty nine (259), two hundred and sixty (260), two hundred and sixty two (262), two hundred and sixty nine to two hundred and seventy three (269 to 273) inclusively, of the said official subdivision of the said original official lot number one hundred and sixty three (163).

5. A lot of land, forming part of the said lot situate and being in the parish of Notre-Dame de Grâce, on the said "Upper Lachine Road", and known and designated on the said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number one hundred and

(163), mesurant le dit lopin de terre environ deux arpents en largeur, par treize cent cinquante-cinq (1355) pieds, mesure anglaise, en profondeur, plus ou moins, l'excédant ou le déficit devant être pour le profit ou la perte de l'acquéreur; borné le dit lopin de terre, au sud est, par cette portion du dit lot officiel primitif numéro cent soixante et trois (163), connu et désigné sous les numéros de la dite subdivision officiels trente-huit à quarante (38 à 40) inclusivement, deux cent soixante et treize (273), et partie sud-est de deux cent vingt-neuf (229), située au sud-est du prolongement de la ligne nord-ouest des lots deux cent soixante et treize (273) et quarante (40), au nord-ouest, par cette portion du dit lot officiel primitif numéro cent soixante et trois (163), connue et désignée sous les numéros de la dite subdivision officielle soixante et seize (76), trois cent un (301), partie nord-ouest de deux cent vingt-sept (227), située au nord-ouest du prolongement de la ligne nord-ouest des dits lots soixante et quinze (75), et deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299), et partie nord-ouest de deux cent vingt-six (226), située au nord-ouest du prolongement de la ligne nord-ouest du dit lot soixante et douze (72), au sud-ouest, par partie du lot officiel numéro cent soixante et deux (162), et au nord-est par partie des lots officiels numéros cent soixante et quatre (164), et cent soixante et cinq (165); sont distraits les lots de la dite subdivision officielle suivants, savoir: numéros quarante-six (46), quarante-sept (47), cinquante et un (51), cinquante-quatre à cinquante-sept (54 à 57) inclusivement, soixante (60), soixante et quatre (64), soixante et huit (68), soixante et onze (71), soixante et quatorze (74), soixante et quinze (75), deux cent soixante et quatorze (274), deux cent soixante et dix-huit à deux cent quatre-vingts (278 à 280) inclusivement, deux cent quatre-vingt-cinq (285), deux cent quatre-vingt-dix (290), deux cent quatre-vingt-douze (292), deux cent quatre-vingt-quinze (295), de la dite subdivision officielle du dit lot officiel primitif numéro cent soixante et trois, (163), comprenant ainsi le dit lopin de terre les lots de la dite subdivision officielle suivants, savoir: numéros quarante et un à quarante-cinq (41 à 45) inclusivement, quarante-huit à cinquante (48 à 50) inclusivement, cinquante-deux (52), cinquante-trois (53), cinquante-huit (58), cinquante-neuf (59), soixante et un à soixante et trois (61 à 63) inclusivement, soixante et cinq à soixante et sept (65 à 67) inclusivement, soixante et neuf (69), soixante et dix (70), soixante et douze (72), soixante et treize (73), la partie sud-est du lot deux cent vingt-six (226), située au sud-est du prolongement de la ligne nord-ouest du lot soixante et douze (72), la partie sud-est du lot deux cent vingt-sept (227), située au sud-est du prolongement de la ligne nord-ouest des lots soixante et quinze (75) et deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299), deux cent vingt-huit (228), la partie nord-ouest du lot deux cent vingt-neuf (229), située au nord-ouest du prolongement de la ligne nord-ouest des lots quarante (40), et deux cent soixante et treize (273), deux cent soixante et quinze à deux cent soixante et dix-sept (275 à 277) inclusivement, deux cent quatre-vingt-un à deux cent quatre-vingt-quatre (281 à 284) inclusivement, deux cent quatre-vingt-six à deux cent quatre-vingt-neuf (286 à 289) inclusivement, deux cent quatre-vingt-onze (291), deux cent quatre-vingt-treize (293), deux cent quatre-vingt-quatorze (294), deux cent quatre-vingt-seize à trois cents (296 à 300) inclusivement, de la dite subdivision officielle du dit lot officiel primitif numéro cent soixante et trois (163).

6° Un lopin de terre, de forme irrégulière, formant partie de cette dite terre sise et située en la paroisse de Notre-Dame de Grâces, sur le dit "Upper Lachine Road", et connue et désignée aux dits plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro cent soixante et trois, mesurant le dit lopin de terre environ deux arpents en largeur, par deux mille cent quarante (2140) pieds, mesure anglaise, dans la ligne nord-est, et

sixty three (163); the said lot of land measuring about two arpents in width by thirteen hundred and fifty five (1355) feet, english measure, in depth, more or less, the excess or deficiency to be for the profit or loss of the purchaser; bounded the said lot of land on the south east by that portion of the said original official lot number one hundred and sixty three (163), known and designated under the numbers of the said official subdivision thirty eight to forty (38 to 40) inclusively, two hundred and seventy three (273), and the south east part of two hundred and twenty nine (229), situate to the south east of the prolongation of the north western line of the lots two hundred and seventy three (273) and forty (40), on the north west by that portion of the said original official lot number one hundred and sixty three (163), known and designated under the numbers of the said official subdivision seventy six (76), three hundred and one (301), the north west part of two hundred and twenty seven (227), situate to the north west of the prolongation of the north western line of the said lots seventy five (75), and two hundred and ninety nine (299), and the north west part of two hundred and twenty six (226), situate to the north west of the prolongation of the said north western line of the said lot seventy two (72), on the south west by part of the official lot number one hundred and sixty two (162), and on the north east by part of the official lots numbers one hundred and sixty four (164) and one hundred and sixty five (165); the following lots of the said official subdivision are excepted therefrom, to wit: numbers forty six (46), forty seven (47), fifty one (51), fifty four to fifty seven (54 to 57) inclusively, sixty (60), sixty four (64), sixty eight (68), seventy one (71), seventy four (74), seventy five (75), two hundred and seventy four (274), two hundred and seventy eight to two hundred and eighty (278 to 280) inclusively, two hundred and eighty five (285), two hundred and ninety (290), two hundred and ninety two (292), two hundred and ninety five (295), of the said official subdivision of the said original official lot number one hundred and sixty three (163); the said lot of land thus includes the following lots of the said official subdivision, to wit: numbers forty one to forty five (41 to 45) inclusively, forty eight to fifty (48 to 50) inclusively, fifty two (52), fifty three (53), fifty eight (58), fifty nine (59), sixty one to sixty three (61 to 63) inclusively, sixty five to sixty seven (65 to 67) inclusively, sixty nine (69), seventy (70), seventy two (72), seventy three (73), the south east part of lot two hundred and twenty six (226), situate to the south east of the prolongation of the north western line of lot seventy two (72), the south east part of lot two hundred and twenty seven (227), situate to the south east of the prolongation of the north western line of lots seventy five (75) and two hundred and ninety nine (299), two hundred and twenty eight (228), the north west part of lot two hundred and twenty nine (229), situate to the north west of the prolongation of the north western line of lots forty (40), two hundred and seventy three (273), two hundred and seventy five to two hundred and seventy seven (275 to 277) inclusively, two hundred and eighty one to two hundred and eighty four (281 to 284) inclusively, two hundred and eighty six to two hundred and eighty nine (286 to 289) inclusively, two hundred and ninety one (291), two hundred and ninety three (293), two hundred and ninety four (294), two hundred and ninety six to three hundred (296 to 300) inclusively, of the said official subdivision of the said original official lot number one hundred and sixty three (163).

6. A lot of land of irregular shape, forming part of that lot of land situate and being in the parish of Notre Dame de Grâces on the said "Upper Lachine Road," and known and designated on the said official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the number one hundred and sixty three (163), the said lot of land measuring about two arpents in width by two thousand one hundred and forty

deux mille deux cent quarante (2240) pieds, dans la ligne sud-ouest en profondeur, plus ou moins, l'excédant ou le déficit devant être pour le profit ou la perte de l'acquéreur; borné le dit lopin de terre, au sud-est, par cette portion du dit lot officiel primitif numéro cent soixante-trois (163), connu et désigné sous les numéros de la dite subdivision officielle soixante et douze à soixante et quinze (72 à 75) inclusivement, deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299), trois cents (300), partie sud-est de deux cent vingt-six (226), située au sud-est du prolongement de la ligne nord-ouest du dit lot soixante et douze (72), et partie sud-est de deux cent vingt-sept (227), située au sud-est du prolongement de la ligne nord-ouest des dits deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299) et trois cents (300); au nord-ouest, par partie du lot officiel numéro cent soixante et quatre (164); au sud-ouest, par partie du lot officiel numéro cent soixante et deux (162); et au nord-est, par partie du dit lot officiel numéro cent soixante et quatre (164): sont distraits les lots de la dite subdivision officielle suivants, savoir: quatre-vingt-trois (83), quatre-vingt-six (86), quatre-vingt-sept (87), quatre-vingt-dix (90), quatre-vingt-onze (91), quatre-vingt-treize (93), quatre-vingt-quinze (93 à 95) inclusivement, quatre-vingt-dix-huit (98), quatre-vingt-dix-neuf (99), cent deux (102), cent quarante et un (141), cent quarante deux (142), cent quatre-vingt-dix-huit (198), deux cent un (201), deux cent vingt-trois (223), trois cent huit (308), trois cent vingt-neuf à trois cent trente-trois (329 à 333) inclusivement, trois cent trente-six (336), trois cent trente-sept (337), trois cent soixante et quinze (375), deux cent vingt-cinq A (225A), trois cent soixante et neuf A (369A), trois cent un A (301A), et trois cent trente-cinq A (335A), de la dite subdivision officielle du dit lot officiel primitif numéro cent soixante et trois, comprenant ainsi le dit lopin de terre les lots de la dite subdivision officielle suivants, savoir: numéros soixante et seize à quatre-vingt-deux (76 à 82) inclusivement, quatre-vingt-quatre (84), quatre-vingt-cinq (85), quatre-vingt-huit (88), quatre-vingt-neuf (89), quatre-vingt-douze (92), quatre-vingt-seize (96), quatre-vingt-dix-sept (97), cent (100), cent un (101), cent trois à cent quarante (103 à 140) inclusivement, cent quarante-trois à cent quatre-vingt-dix-sept (143 à 197) inclusivement, cent quatre-vingt-dix-neuf (199), deux cents (200), deux cent deux à deux cent vingt-deux (202 à 222) inclusivement, deux cent vingt-quatre (224), deux cent vingt-cinq (225), la partie nord-ouest du lot deux cent vingt-six (226), située au nord-ouest du prolongement de la ligne nord-ouest du dit lot soixante et douze (72), la partie nord-ouest du lot deux cent vingt-sept (227), située au nord-ouest du prolongement de la ligne nord-ouest des dits lots soixante et quinze (75) et deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299), trois cent un à trois cent sept (301 à 307) inclusivement, trois cent neuf à trois cent vingt-huit (309 à 328) inclusivement, trois cent trente-quatre (334), trois cent trente-cinq (335), trois cent trente-huit à trois cent soixante et quatorze (338 à 374) inclusivement, trois cent soixante et seize à trois cent quatre-vingts (376 à 380) inclusivement, de la dite subdivision officielle du dit lot officiel primitif numéro cent soixante et trois (163)—avec bâtisses et dépendances sus-érigées.

7° Une terre sise et située dans la dite paroisse de Notre-Dame de Grâce, ayant front sur le chemin de la Côte Saint-Luc, connue et désignée aux dits plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro cent cinquante-cinq (155), contenant trois arpents et deux perches en largeur par dix arpents et cinq perches

2140 feet, english measure, on the north eastern line, and two thousand two hundred and forty (2240) feet, on the south western line in depth, more or less, the excess or deficiency being for the profit or loss of the purchaser; the said lot of land bounded on the south east by that portion of the said original official lot number one hundred and sixty three (163), known and designated under the numbers of the said official subdivision seventy two to seventy five (72 to 75) inclusively, two hundred and ninety nine (299), three hundred (300), the south east part of two hundred and twenty six (226), situate to the south east of the prolongation of the north western line of the said lot seventy two (72), and the south east part of two hundred and twenty seven (227), situate to the south east of the prolongation of the north western line of the said lots two hundred and ninety nine (299), and three hundred (300), on the north west by part of the official lot number one hundred and sixty four (164), on the south west by part of the said official lot number one hundred and sixty two (162), and on the north east by part of the said official lot number one hundred and sixty four (164); the following lots of the said official subdivision are excepted therefrom, to wit: eighty three (83), eighty six (86), eighty seven (87), ninety (90), ninety one (91), ninety three to ninety five (93 to 95) inclusively, ninety eight (98), ninety nine (99), one hundred and two (102), one hundred and forty one (141), one hundred and forty two (142), one hundred and ninety eight, (198), two hundred and one (201), two hundred and twenty three (223), three hundred and eight (308), three hundred and twenty nine to three hundred and thirty three (329 to 333) inclusively, three hundred and thirty six (336), three hundred and thirty seven (337), three hundred and seventy five (375), two hundred and twenty five A (225 A), three hundred and sixty nine A (369 A), three hundred and one A (301 A), and three hundred and thirty five A (335 A), of the said official subdivision of the said original official lot number one hundred and sixty three; the said lot of land thus includes the following lots of the said official subdivision, to wit: numbers seventy six to eighty two (76 to 82) inclusively, eighty four (84), eighty five (85), eighty eight (88), eighty nine (89), ninety two (92), ninety six (96), ninety seven (97), one hundred (100), one hundred and one (101), one hundred and three to one hundred and forty (103 to 140) inclusively, one hundred and forty three to one hundred and ninety seven (143 to 197) inclusively, one hundred and ninety nine (199), two hundred (200), two hundred and two to two hundred and twenty two (202 to 222) inclusively, two hundred and twenty four (224), two hundred and twenty five (225), the north west part of lot two hundred and twenty six (226), situate to the north west of the prolongation of the north western line of the said lot seventy two (72), the north west part of lot two hundred and twenty seven (227), situate to the north west of the prolongation of the north western line of the said lots seventy five (75) and two hundred and ninety-nine (299), three hundred and one to three hundred and seven (301 to 307) inclusively, three hundred and nine to three hundred and twenty eight (309 to 328) inclusively, three hundred and thirty four (334), three hundred and thirty five (335), three hundred and thirty eight to three hundred and seventy four (338 to 374) inclusively, three hundred and seventy six to three hundred and eighty (376 to 380) inclusively, of the said official subdivision of the said original official lot number one hundred and sixty three (163)—with the buildings and dependencies thereon erected.

7. A lot of land situate and being in the said parish of Notre-Dame de Grâce, fronting on the Côte Saint Luc road, known and designated on the said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number one hundred and fifty five (155), containing three arpents and two perches in width by ten

en profondeur dans une ligne, et douze arpents dans l'autre ligne, et de là, un arpent en largeur par huit arpents et cinq perches en profondeur et une superficie de quarante-quatre arpents et cinquante-cinq perches, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, l'excédant ou le déficit devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur, le tout tel qu'appert à l'esquisse faite par Joseph Rielle, I. C. P., et annexée à l'acte de vente du 13 septembre 1893, passé par la demanderesse à G. H. L. Bland, devant W. de M. Marler, notaire; bornée en front, par le chemin de la côte Saint-Luc, en arrière par les lots officiels numéros cent cinquante-six (156) et cent soixante et deux (162), au sud-ouest par le lot officiel numéro cent cinquante-quatre (154), et au nord-est partie par le lot officiel numéro cent soixante et quatre (164), et partie par une petite portion du lot officiel numéro cent soixante et trois (163), et partie par une portion du lot officiel numéro cent soixante et deux (162)—sans aucune bâtisse; est distraite cette portion du dit lot officiel numéro cent cinquante-cinq (155), vendue au Dr Thomas G. Roddick, et désignée comme suit, dans le contrat de vente par G. H. L. Bland au dit Roddick, passé devant C. Cushing, notaire, le 11 décembre 1893, savoir: un lopin de terre formant partie du dit lot officiel cent cinquante-cinq (155); borné au sud-est par le lot officiel cent cinquante-six (156), au sud-ouest par le lot officiel numéro cent cinquante-quatre, (154), au nord-est par le lot officiel numéro cent soixante et deux (162), au nord-ouest, par une autre portion du dit lot officiel numéro cent cinquante-cinq (155), contenant le dit lopin de terre à distraire une largeur moyenne de cent quatre-vingt-quatorze (194) pieds par une profondeur de deux mille et soixante et quinze (2075) pieds, dans le côté sud-ouest, et deux mille et soixante et cinq (2065) pieds, dans la ligne du côté nord-est, mesure anglaise, plus ou moins, et une superficie de dix (10) arpents et sept cent cinquante-quatre millièmes (754/1000) d'arpents, mesure française.

C. Contre la défenderesse "The Kensington Land Company", les immeubles suivants:

8° Un lot de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent soixante et douze A (272 A), de la dite subdivision officielle de partie du dit lot officiel primitif numéro cent soixante et trois (163), situé ce dernier en la paroisse de Notre-Dame de Grâce, sur le dit "Upper Lachine Road"; borné le dit lot de la dite subdivision officielle, au sud-est par les lots de la dite subdivision officielle numéros deux cent soixante et dix à deux cent soixante et douze (270 à 272) inclusivement, au nord-ouest par le lot de la dite subdivision officielle numéro deux cent soixante et treize (273), au sud-ouest par partie du lot de la dite subdivision officielle numéro deux cent vingt-neuf (229), et au nord-est par partie du lot officiel numéro cent soixante et cinq (165).

9° Un lot de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trente trois A (33 A), de la subdivision officielle du dit lot officiel primitif numéro cent soixante et trois (163), situé ce dernier en la paroisse de Notre-Dame de Grâce, sur le dit "Upper Lachine Road"; borné le dit lot de la dite subdivision officielle, au sud-est, par le lot de la dite subdivision officielle numéro trente trois (33), au nord-ouest par les lots de la dite subdivision officielle numéros trente quatre à trente six (34 à 36) inclusivement, au sud-ouest par partie du lot officiel numéro cent soixante et deux (162), et au nord-est par partie du lot de la dite subdivision officielle numéro deux cent vingt-neuf (229).

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de

arpents and five perches in depth on one line, and twelve arpents on the other line, and from there, an arpent in width by eight arpents and five perches in depth, and an area of forty four arpents and fifty five perches, more or less, without warranty of exact measurement, the excess or deficiency to be for the profit or loss of the purchaser, the whole as appears by the plan made by Joseph Rielle, C. E. P., and annexed to the deed of sale of the 13th September, 1893, passed by the plaintiff to G. H. L. Bland, before W. de M. Marler, notary; bounded in front by the Côte Saint Luc road, in rear by the official lots numbers one hundred and fifty six (156) and one hundred and sixty two (162), on the south west by the official lot number one hundred and fifty four (154), and on the north east partly by the official lot number one hundred and sixty four (164), partly by a small portion of official lot number one hundred and sixty three (163), and partly by a portion of official lot number one hundred and sixty two (162)—without any building thereon; the following is excepted there from, that portion of official lot number one hundred and fifty five, sold to Dr. Thomas G. Roddick, and described as follows in the deed of sale by G. H. L. Bland to the said Roddick, passed before C. Cushing, notary, on the 11th December, 1893, to wit: a lot of land forming part of official lot number one hundred and fifty five (155); bounded on the south east by official lot number one hundred and fifty six (156), on the south west by official lot number one hundred and fifty four (154), on the north east by official lot number one hundred and sixty two (162), on the north west by another portion of the said official lot number one hundred and fifty five (155), the said lot of land to be excepted has an average width of one hundred and ninety four (194) feet by a depth of two thousand and seventy five (2075) feet, on the south west side, and two thousand and sixty five feet (2065) feet, on the north east side, english measure, more or less, and an area of ten (10) arpents and seven hundred and fifty four thousandths (754/1000), of an arpent, french measure.

C. Against the defendant, the Kensington Land Company, the following immovables:

8. A lot of land known and designated on the said official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the number two hundred and seventy two A (272A), of the said official subdivision of part of the said original official lot number one hundred and sixty three (163), the latter being situated in the parish of Notre Dame de Grâce on the "Upper Lachine Road," the said lot of the said official subdivision is bounded on the south east by the lots of the said official subdivision numbers two hundred and seventy to two hundred and seventy two (270 to 272) inclusively, on the north west by lot number two hundred and seventy three (273), of the said official subdivision, on the south west by part of lot number two hundred and twenty nine (229), of the said official subdivision, and on the north east by part of official lot number one hundred and sixty five (165).

9° A lot of land known and designated on the said official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the number thirty three A (33A), of the official subdivision of the said original official lot number one hundred and sixty three (163), the latter being situated in the parish of Notre Dame de Grâce, on the said "Upper Lachine Road", the said lot of the said official subdivision is bounded on the south east by lot number thirty three (33), of the said official subdivision, on the north west by the lots of the said official subdivision numbers thirty four to thirty six (34 to 36) inclusively, on the south west by part of official lot number one hundred and sixty two (162), and on the north east by part of lot number two hundred and twenty nine (229), of the said official subdivision.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on

Montréal, le VINGT-UNIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 15 juillet 1903. 2379.2
[Première publication, 18 juillet 1903.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Cheneville.

Ottawa, à savoir : } LOUIS CHARLEBOIS, marchand, du village de Cheneville, dans le canton de Hartwell et district d'Ottawa, Demandeur ; contre JOSEPH MARLEAU, du dit canton de Hartwell, dit district, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Hartwell, dans le district d'Ottawa, connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, comme lots numéros vingt A et vingt B (20 A et 20 B), du deuxième rang du dit canton—avec une maison, magasin, grange et étable sus-érigés.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Félix de Valois de Hartwell, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT, Shérif.
Bureau du shérif, Hull, 4 août 1903. 2589
[Première publication, 8 août 1903.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit de Ville Marie.

Province de Québec, } JOSEPH OCTAVE BLONDIN, capitaine de vaisseau à vapeur, de Kippawa ;
District de Pontiac. } contre THEOPHILE BACON, cidevant de la Baie des Pères, dans le dit district, maintenant de Iron Mountains, Michigan, dans les Etats-Unis d'Amérique.

Un lot de terre numéro soixante et trois, dans le cinquième rang du canton de Duhamel, dans le dit district de Pontiac, contenant cent quatre-vingt-sept acres, plus ou moins ; borné au nord par le canton de Guigues, au sud par le lot soixante et deux (62), appartenant aux Pères Oblats, à l'est par le sixième rang, à l'ouest par le quatrième rang—avec toutes les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la deuxième division du comté de Pontiac, dans le village de Ville-Marie, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE 1903, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY, Shérif.
Bureau du Shérif, Bryson, 3 août 1903. 2557
[Première publication, 8 août 1903.]

the TWENTY FIRST day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, 15th July 1903. 2380
First published, 18th July, 1903]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—Cheneville.

Ottawa, to wit : } LOUIS CHARLEBOIS, merchant, of the village of Cheneville, in the township of Hartwell, and district of Ottawa, Plaintiff ; against JOSEPH MARLEAU, of the said township of Hartwell, said district, Defendant, to wit :

A piece of land situate in the township of Hartwell, in the district of Ottawa, and known according to the official plan and book of reference of said township, as lots numbers twenty A and twenty B (20 A and 20 B), of the second range of the said township—with a house, store house, barn and stable thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Félix de Valois de Hartwell, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT, Sheriff.
Sheriff's Office, Hull, 4th August, 1903. 2590
[First published, 8th August, 1903].

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of Ville Marie.

Province of Québec, } JOSEPH OCTAVE BLONDIN, steam-boat captain, of Kippawa ;
District of Pontiac. } against THEOPHILE BACON, heretofore of Bois des Pères, in the said district and now of Iron Mountains, Michigan, in the United States of America.

A lot of land number sixty three, in the fifth range of the township of Duhamel, in the said district of Pontiac, containing one hundred and sixty seven acres, more or less ; and bounded on the north by the township of Guigues, on the south by lot sixty two (62), belonging to the Oblate Fathers, on the east by the sixth range, on the west by the fourth range—with all the buildings and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office of the second division of the county of Pontiac, in the village of Ville Marie, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER, 1903, at TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY, Sheriff.
Sheriff's Office, Bryson, 3rd August, 1903. 2558
(First published, 8th August, 1903.)

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;
No 1396. } L contre GAUDIOSE BOL-
DUC, à savoir :

Le lot No 1397 (mille trois cent quatre-vingt-dix-sept), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Jérôme—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$3.00, payable à l'Hôpital Général de Québec, le 29 septembre chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 16 juillet 1903. 2385.2
[Première publication, 18 juillet 1903.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC
No 2123. } L contre ADELINÉ SA-
VARD, à savoir :

Le lot No 787 (sept cent quatre-vingt-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Kirouac—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable aux MM. Boisseau, de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 16 juillet 1903. 2387.2
[Première publication, 18 juillet 1903.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel à savoir : } DAME HERMINIE REEVES
No 4435. } ET VIR, Demandersses ; contre
HENRI SALVAS ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à Georges Salvas, l'un des dits défendeurs.

Une portion de terre située en la paroisse de Saint François du Lac, en la concession Grand Terre, contenant vingt-huit pieds de largeur sur cinquante-cinq pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; tenant devant vers le sud-ouest au chemin de front, en arrière vers le nord-est et du côté sud-ouest à Ida Beaulac, et du côté sud-est au lot No 257—avec four, boulangerie et autres dépendances, lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-François du Lac, par et sous le numéro deux cent cinquante-six (pt. No 256).

A la charge d'une rente foncière annuelle de six piastres, payable le quinze mai de chaque année, à Urbain Joyal, ou ayant droit.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 1396. } T against GAUDIOSE BOL-
DUC, to wit :

Lot No. 1397 (one thousand three hundred and ninety seven), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Saint Jérôme street—circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of three dollars, payable to the General Hospital of Quebec, on the 29th September of every year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SECOND day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 16th July, 1903. 2386
[First published, 18th July, 1903.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 2123. } T against ADELINÉ SAVARD,
to wit :

Lot No. 787 (seven hundred and eighty-seven), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot of land situate on Kirouac street—circumstances and dependencies. Subject to the payment of an annual rent of five dollars payable to Messrs Boisseau, of Québec, on the 29th September.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 16th July, 1903. 2388
[First published, 18th July, 1903.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } DAME HERMINE REEVES ET
No. 4435. } VIR, Plaintiffs ; against
HENRI SALVAS ET AL., Defendants.

As belonging to Georges Salvas, one of the said defendants.

A piece of land situate in the parish of Saint François du Lac, in the Grand'Terre concession, containing twenty-eight feet in width by fifty-five feet in depth, the whole more or less ; bounded in front on the south west by a front road, in rear on the north east and on the south west by Ida Beaulac, and on the south east by lot No. 257—with an oven, bakery and other dependencies, the said lot forming part of a lot of land known and designated on the official cadastre of the said parish of Saint François du Lac, by and under the number two hundred and fifty-six (pt. No. 256).

Subject to the payment of an annual ground rent of six dollars, payable on the fifteenth May, of every year, to Urbain Joyal or representatives.

To be sold at the parochial church door of the

de la paroisse de Saint-François du Lac, le DIX-NEUVIEME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 14 juillet 1903. 2371-2
[Première publication, 18 juillet 1903.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } DAME HERMINIE REEVES
No 4439. } ET VIR., Demanderesse ; vs
HENRI SALVAS ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à Georges Salvat, l'un des dits défendeurs :

Une partie de terre située en la paroisse de Saint-François du Lac, concession ouest du bois de Maska, de un arpent et demi de largeur sur vingt-sept arpents de profondeur, le tout plus ou moins—circonstances et dépendances, et étant connue et désignée au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-François du Lac, par et sous les numéros six cent quatre-vingt-cinq (No 685) et six cent quatre-vingt-six (No 686).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François du Lac, le DIX-NEUVIEME jour du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 14 juillet 1903. 2369-2
[Première publication, 18 juillet 1903.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—Quebec.

No 1286. } JOSEPH LAVOIE, Demandeur, vs
N. RIOUX ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant au demandeur, savoir :

Un morceau de terrain contenant à peu près huit arpents en superficie, plus ou moins, situé dans le premier rang de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic ; borné au nord, partie par le chemin Royal, vis-à-vis de la propriété vendue à Louis Gamache, et partie par le chemin de fer et par la rivière du Bic, à l'est par F. X. Lavoie et Georges Plourde, et à l'ouest par le terrain de la fabrique et un nommé Beaulieu, formant partie des Nos 89 et 90 (Nos quatre-vingt-neuf et quatre-vingt-dix), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Cécile du Bic, dans le comté de Rimouski—avec ensemble les maisons et les moulins à eau et à vapeur dessus construits, dalles, écluses, machineries des dits moulins et autres accessoires, circonstances et dépendances ; avec réserve en faveur d'Isaïe Talbot, rentier, du Bic, d'une maison à un étage avec le droit pour le dit Talbot d'user de la dite maison sur le terrain, de vaquer autour et de cultiver deux perches et demie au sud-ouest de la dite maison. A distraire aussi le terrain baillié à Ludger Blais, contenant 64 pieds de front sur 108 pieds de profondeur, par acte passé devant Mtre L. R. Gauvreau, N. P., en date du 29 octobre 1902, et enregistré—avec bâties circonstances et dépendances ; la rente de \$10.00 fixée au dit acte devant à l'avenir être payée à l'adjudicataire des immeubles vendus.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT 1903, à DIX heures A. M.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 15 juillet 1903. 2403-2
[Première publication, 18 juillet 1903.]

parish of Saint François du Lac on the NINE-TEENTH day of the month of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office, Shérif.
Sorel, 14th July, 1903. 2372
[First published, 18th July, 1903.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } DAME HERMINIE REEVES
No 4439. } ET VIR., Plaintiff; vs. HENRI
SALVAS ET AL, Defendants.

As belonging to Georges Salvat, one of the said defendants :

A piece of land situate in the parish of Saint-François du Lac, west Bois de Maska concession, being an arpent and a half in width by twenty seven arpents in depth, the whole more or less—circumstances and dependencies, and being known and designated on the official cadastre of the said parish of Saint François du Lac, by and under the numbers six hundred and eighty five (No. 685) and six hundred and eighty six (No. 686).

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint François du Lac, on the NINE-TEENTH day of the month of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Shérif.
Sorel, 14th July, 1903. 2370
[First published, 18th July, 1903.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec.

No. 1286. } JOSEPH LAVOIE, Plaintiff; vs.
N. RIOUX ET AL, Defendants.

As belonging to the plaintiff, to wit :

A piece of land containing about eight arpents in superficies, more or less, situate in the first range of the parish of Sainte Cécile du Bic ; bounded on the north, partly by the King's highway, opposite the property sold to Louis Gamache, and partly by the railway and by Bic river, on the east by F. X. Lavoie and Georges Plourde, and on the west by the property of the fabrique and by one Beaulieu, forming part of Nos. 89 and 90 (numbers eighty nine and ninety), of the official cadastre of the said parish of Sainte Cécile du Bic, in the county of Rimouski—together with the houses and water and steam mills thereon erected, flumes, dams and machinery of the said mills and other accessories, circumstances and dependencies; with the reservation in favor of Isaïe Talbot, burgess, of Bic, of a one story house with the right in favor of the said Talbot of making use of the said house on the lot, of going to and fro around it and of cultivating two and a half perches of the said land, to the south west of the said house, with the exception also of the land leased to Ludger Blais, containing 64 feet in front by 108 feet in depth by deed passed before Maître L. R. Gauvreau, N. P., dated the 29th October, 1902, and registered — with buildings, circumstances and dependencies ; the rent of ten dollars specified in the said deed to be in future paid to the purchaser of the immoveables sold.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Cécile du Bic, on the EIGHTEENTH AUGUST, 1903, at TEN o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Rimouski, 15th July, 1903. 2404
[First published, 18th July, 1903.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } THEODORE CAMIRAND, de la cité de Sherbrooke, dans le dit district, hôtelier, et DAME IRENE MARTIN, de Sherbrooke susdit, veuve de feu Oliva Dupont, en son vivant de Sherbrooke susdit, hôtelier, en sa qualité de tutrice à M. A. M. Olivette, enfant mineure issue du mariage de la dite Irène Martin avec le dit feu Oliva Dupont, les dits Théodore Camirand et feu Oliva Dupont, autrefois en société, faisant affaires à Sherbrooke susdit, comme hôteliers, sous les nom et raison de Camirand & Dupont, Demandeurs; contre PIERRE BOLDDUC, du canton de Brompton, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Un lot de terre situé dans le canton de Brompton, dans le comté de Richmond, connu et désigné sur le plan cadastral et au livre de renvoi officiels du dit canton, comme étant la partie sud-ouest numéro deux A ($\frac{1}{2}$ S. O. No 2 A), dans le premier rang; borné au nord-ouest par le lot No un E, dans le premier rang de Brompton, au sud-ouest par le chemin de la concession, entre les premier et deuxième rangs du dit canton, au nord-est par la moitié nord-est du lot No 2 A, dans le premier rang de Brompton, et au sud-est par le lot No 2 B, dans le premier rang du dit canton, contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François-Xavier de Brompton, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 6 août 1903. Shérif. 2603
[Première publication, 8 août 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de St-François.
Saint-François, à savoir: } ALEXIS BOURRET, Demandeur; contre GELASE LEFEBVRE, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le huitième rang du canton de Ditton, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton, comme lot numéro cinq cent soixante et dix-sept (No 577), contenant cent quatre acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Pierre de Ditton, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 15 juillet 1903. Shérif. 2395.2
[Première publication, 18 juillet 1903.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } THEODORE CAMIRAND, of the city of Sherbrooke, in the said district, hotelkeeper, and DAME IRENE MARTIN, of Sherbrooke aforesaid, widow of the late Oliva Dupont, in his lifetime of Sherbrooke aforesaid, hotelkeeper, in her quality of tutrix to M. A. M. Olivette, minor child issue of the marriage of the said Irène Martin with the said late Oliva Dupont, the said Théodore Camirand and late Oliva Dupont, formerly in partnership, carrying on business at Sherbrooke aforesaid, as hotelkeepers, under the name and style of Camirand and Dupont, Plaintiffs; against PIERRE BOLDDUC, of the township of Brompton, in the district of Saint Francis, Defendant to wit :

A piece of land situate in the township of Brompton, in the county of Richmond, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township, as being the south west half of the lot number two A (S. W. $\frac{1}{2}$ No 2 A), in the first range; bounded on the north west by lot No. one E, in the first range of Brompton, on the south west by the concession road between the first and second ranges of the said township, on the north east by the north east half of lot No. 2A, in the first range of Brompton, and on the south east by lot No. 2B, in the first range of the said township, containing fifty acres in area, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint François Xaxier de Brompton, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 6th August, 1903. Sheriff. 2604
[First published, 8th August, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.
Saint-François, to wit: } ALEXIS BOURRET, Plaintiff; against GELASE LEFEBVRE, Defendant.

A piece of land situate in the eighth range of the township of Ditton, in the county of Compton, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township, as the lot number five hundred and seventy seven (No. 577), containing one hundred and four acres in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint-Pierre de Ditton, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 15th July, 1903. Sheriff. 2396
[First published, 18th July, 1903.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } HENRY REE-
 Sainte-Scholastique, à savoir : } VES, Deman-
 No 356. } deur; contre RO-
 BERT McCULLOCK, Défendeur, savoir :

1° Un lot de terre situé aux Mille-Isles, dans le comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné sous le numéro cent dix-sept (117), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité des Mille-Isles.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cent vingt (120).

3° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cent trente (130)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, dit district, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, entre DIX et ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sainte-Scholastique, 5 août 1903. 2583
 [Première publication, 8 août 1903.]

AVIS du Gouvernement

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 6 août 1903.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en vertu de l'article 5253 et suivants des S. R. P. Q., par ordre en conseil, en date du 16^e jour de juillet 1903, de sanctionner un acte de vente passé par John McMannis, en faveur du Révd Ernest M. Taylor et autres, le 13^e jour de juin 1903, et les parties mentionnées dans le dit acte savoir : Révd Ernest M. Taylor, du village de Knowlton, inspecteur d'écoles, Horace S. Green, John McMannis, W. A. Randall, Jérôme D. Wedge, cultivateurs, et Joseph N. Holland, instituteur, du canton de Bolton, et Elson E. Rexford, de Westmount, Principal de "The Montreal High School," sont incorporés sous le nom de "The South Bolton Cemetery Company," lesquels dits acte de vente et ordre en conseil ont été dûment enregistrés dans la division d'enregistrement du comté de Brome.

AMD. ROBITAILLE,

2593 Secrétaire de la Province.

PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait, conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7358.

Canton Masson.

3^e rang.

Lots 37 et 38, à Octave Beaudry, fils.
 Lot 47, à Octave Beaudry.
 Lot 50, à Anthime Martel.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
 Mines et Pêcheries.
 Québec, 5 août 1903.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } HENRY REEVES,
 Sainte Scholastique, to wit : } Plaintiff; against
 No. 356. } ROBERT McCULL-
 LOCK, Defendant, to wit :

1. A lot of land situate at Mille Isles, in the county of Argenteuil, in the district of Terrebonne, known and distinguished under the number one hundred and seventeen (117), of the official plan and book of reference of the municipality of Mille Isles.

2. Another lot of land situated at the same place, known and distinguished on the same official plan and book of reference, under the number one hundred and twenty (120).

3. Another lot of land situated at the same place, known and distinguished on the same official plan and book of reference under the number one hundred and thirty (130)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, in the town of Lachute, in the said district, on the NINTH day of SEPTEMBER next, between TEN and ELEVEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriffs' Office, Sheriff.
 Sainte Scholastique, 5th August, 1903. 2584
 [First published, 8th August, 1903.]

Government Notice

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 6th August, 1903.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, in virtue of article 5253 and following of the R. S. P. Q., by order in council, dated the 16th of July, 1903, to sanction a deed of sale executed by John McMannis, in favor of the Revd. Ernest M. Taylor and others, on the 13th of June, 1903, and the parties mentioned in the said deed, namely the Revd. Ernest M. Taylor, of the village of Knowlton, school inspector, Horace S. Green, John McMannis, W. A. Randall, Jerome D. Wedge, farmers, and Joseph N. Holland, trader, of the township of Bolton, and Elson E. Rexford, of Westmount, principal of the Montreal High School, are incorporated under the name of "The South Bolton Cemetery Company" which said deed of sale and order in council have been duly registered in the registration division of the county of Brome.

AMD. ROBITAILLE,

2594 Provincial Secretary

PROVINCE OF QUEBEC

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7358.

Canton Masson.

3rd range.

Lots 37 and 38, to Octave Beaudry, jr.
 Lot 47, to Octave Beaudry
 Lot 50, to Anthime Martel.

E. E. TACHÉ,
Deputy minister.

Department of Lands,
 Mines and Fisheries.
 Québec, 5th August 1903.

PROVINCE DE QUÉBEC

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Lepage

Lot 8, du 4e rang, à Thos. Bérubé.

E. E. TACHE,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

Québec, 8 août 1903. 2597

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 6 août 1903.

Avis est par le présent donné que, par procuration déposée à ce bureau, ce jour, M. Levi Kert, de la cité de Montréal, négociant, a été nommé agent principal en cette province, de l'association "The Independent Order, Sons of Benjamin," conformément à la loi, 59 Victoria, chapitre 34.

AMD. ROBITAILLE,

2595 Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du vingt-neuvième jour de juillet 1903, par lesquelles le nombre des directeurs de la compagnie "The Laurentian Lumber Company" est changé de trois à cinq, et autres pouvoirs ci-dessous mentionnés sont accordés, savoir :

Acquérir, construire et mettre en opération des quais, jetées, ouvrages hydrauliques, pouvoir d'eau, travaux électriques, tramways pour les fins de ses affaires seulement, bateaux à vapeur, barges et autres embarcations ;

Manufacturer, employer et vendre l'éclairage, le chauffage et pouvoir artificiel ;

Louer et vendre des pouvoirs d'eau pour les fins d'industrie, éclairage, chauffage électriques et autres objets ;

Manufacturer la pulpe et le papier, et d'acheter tous les matériaux nécessaires pour les manufacturer ;

Construire et mettre en opération des lignes de téléphone et de télégraphe pour les fins de la compagnie seulement ;

Prendre comme garantie collatérale et d'acheter et posséder et vendre des actions de stock de toutes autres compagnies industrielles ;

Convertir les produits de bois et de forêts en agent ou corps médicinaux, commerciaux ou pharmaceutiques par distillation, calcination ou autres procédés.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce cinquième jour d'août 1903.

AMD. ROBITAILLE,

2591 Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du cinquième jour d'août 1903, incorporant Arcade Bessette, gérant, Arthur Bessette, mécanicien, Alfred Chabot, agent, et Adéla Bessette, tous de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, Oscar Normandin, marchand, Rose Anna Bessette, de la ville de Montréal, Alcide Papineau, marchand, et Oglore Bessette, de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, pour les fins suivantes, savoir : vendre et échanger toutes machines à battre les céréales et autres instruments agricoles en général ; fabriquer,

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Lepage

Lot 8, of 4th range, to Thos. Bérubé.

E. E. TACHE,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.

Québec, 8th August, 1903. 2598

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 6th August, 1903.

Notice is hereby given that, by power of attorney, this day, deposited in this office, Mr. Levi Kert, of the city of Montreal, merchant, has been named chief agent in this province, of the association "The Independent Order, Sons of Benjamin," in conformity with the act 59 Victoria, Ch. 34.

AMD. ROBITAILLE,

2596 Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," supplementary letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, bearing date the twenty nine day of July, 1903, by which the number of directors of the company "The Laurentian Lumber Company," is changed from three to five, and furthers powers under mentioned are granted, viz :

To acquire, construct and operate wharves piers, water works, water powers, electric works, tramways, for the purposes of their business only, steamboats, barges and other craft ;

To manufacture use and sell artificial light, heating and power ;

To lease and sell water power for electrical industry, lighting, heating and other purposes ;

To manufacture and sell pulp and paper, and to buy all the necessary materials for the manufacture thereof ;

To built and operate telephone and telegraph lines for the purposes of the company only ;

To take as collateral security and to buy and hold and sell shares of stock in any other industrial company ;

To convert wood and forest products into medicinal, commercial or pharmaceutical agents or bodies by distillation, calcination or other processes.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this fifth day of August, 1903.

AMD. ROBITAILLE,

2592 Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, dated the fifth day of August, 1903, incorporating Arcade Bessette, agent, Arthur Bessette, machinist, Alfred Chabot, agent, and Adela Bessette, all of the town of Iberville, in the district of Iberville, Oscar Normandin, merchant, Rose Anna Bessette, of the city of Montreal, Alcide Papineau, merchant, and Oglore Bessette, of the town of Saint-John, in the province of Quebec, for the following purposes, to wit : to sell and exchange all trashing machines and other agricultural implements generally ; to manufacture, cast,

fondre, vendre et échanger tous articles de métal ; faire tous actes de commerce en rapport avec les objets énoncés ci-haut, sous le nom de "La Compagnie J. & S. Bessette," avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour d'août 1903.

AMD. ROBITAILLE,
2607 Secrétaire de la province.

Avis Divers

THE EUSTIS MINING COMPANY.

Boston, 25 juillet 1903.

L'assemblée annuelle des actionnaires sera tenue à midi, mercredi, le 12 août 1903, au bureau de la compagnie, à Eustis, P. Q., Canada, pour l'élection des officiers et pour la transaction de toutes affaires qui pourront légalement y être soumises.

W. E. C. EUSTIS,
Trésorier.
60, rue State, Boston, Mass. 2601

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, comté de Bagot, s'étant conformée aux dispositions de la loi, est constituée en corps politique et incorporé en vertu de la section 18, chapitre 3, titre 11, des statuts révisés de la province de Québec.

REMI GAUTHIER,
Secrétaire-trésorier.
Saint-Théodore d'Acton, 6 août 1903. 2599

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de D. Sutherland, entrepreneur, de
Lachute, Qué., et Failli ;

Alexandre Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25e jour d'août 1903, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.
1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 8 août 1903. 2605

sell and exchange all articles in metal, carry on all commercial transactions in connection with the objects above set forth, under the name of "La Compagnie J. & S. Bessette," with a capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$00.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this sixth day of August, 1903.

AMD. ROBITAILLE,
2608 Provincial Secretary.

Miscellaneous Notices

THE EUSTIS MINING COMPANY.

Boston, 25th July, 1903.

The annual meeting of the shareholders will be held at noon, Wednesday, 12th August, 1903, at the office of the company, in Eustis, P. Q., Canada, for the election of officers and for the transaction of any other business that may legally come before it.

W. E. C. EUSTIS,
Treasurer
60, State street, Boston, Mass. 2602

Notice is hereby given that the "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton," in the county of Bagot, having complied to the provisions of the law, is constituted a body politic and corporate under section 18, chapter 3, title 11, of the revised statutes of the province of Quebec.

REMI GAUTHIER,
Secretary Treasurer.
Saint Théodore d'Acton, 6th August, 1903. 2600

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
In the matter of D. Sutherland, contractor, of
Lachute, Que., and Insolvent ;

Alexandre Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 25th day of August, 1903, after which date dividends will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.
1598, Notre Dame street.
Montreal, 8th August, 1903. 2606

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 32.*

- ACTE DE VENTE SANCIONNÉ** :—The South Bolton Cemetery, 1335.
- ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS** :—*Demandes d'*—Divers lots de Sainte-Blaise à la paroisse de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, 1305 ; Divers lots d'Inverness à la municipalité Leeds Sud, comté de Mégantic, 1304.
- ANNONCEURS** :—*Avis aux* :—Concernant avis, etc., 1297.
- ASSOCIATION** :—Demande l'autorisation de faire des affaires dans la province de Québec, The Royal Scottish Clan, 1309.
- ASSURANCE** :—Cie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, 1327.
- ASSEMBLÉE ANNUELLE** :—The Eustis Mining Coy, 1327.
- AVIS** :—Compagnie de Cimetière du Petit Métis, 1311.
- AVIS DE CANCELLATION** :—*Cantons de* :—Lepage, 1326 ; Masson, 1325.
- BILLS PRIVÉS, P. Q.** :—*Avis au sujet des* :—Assemblée législative, 1307 ; Conseil législatif, 1305.
- FAILLIS** :—Blanchette, 1312 ; Dagenais, 1311 ; Giroux, 1311 ; Marchand & Cie, 1312 ; Maroun, 1311 ; Sutherland, 1327.
- LETTRES PATENTES ÉMISSES** :—L'Hydraulique de Grand'Mère 1304 ; La Compagnie J. & S. Bessette, 1326.
- LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES ÉMISSES** :—La Cie de l'Aqueduc de Boucherville, 1305 ; The Laurentian Lumber Coy, 1326.
- NOMINATIONS** :—*Agent de l'Association* :—The Independant Order, Sons of Benjamin, 1326 ; *Commissaire pour recevoir affidavits* :—Province de Québec, 1297.
Cour des commissaires :—Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, 1297.
Cour de magistrat :—Bergeronne, comté de Saguenay, 1298.
Juges de paix :—District de Montréal, 1297 ; Québec, 1297.
- ORDONNANCE** :—Fermeture de routes, Sainte Germaine du Lac Etchemin, comté de Dorchester, 1304.
- PROCLAMATIONS** :—Convocation des chambres, 1303 ; Cour de circuit abolie :—Comté de Beauharnois, 1302 ; Cour de magistrat établie :—Comté d'Ottawa, 1300 ; L'annonciation, 1300 ; Paroisse de Sainte-Agnès, comté de Mégantic, érigée pour fins civiles, 1299 ; Paroisse de Saint-Augustin de Woburn, comté du Lac Mégantic, érigée pour fins civiles, 1298 ; Termes de la cour de circuit :—Comté de Bagot, 1302.
- RÈGLE DE COUR** :—Bédard *et al* vs Marleau, 1313 ; Fortin vs Morin, 1312.

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 32.*

- DEED OF SALE SANCIONNÉ** :—The South Bolton Cemetery, 1335.
- MUNICIPALITIES ANNEXED** :—*Application for* :—Several lots of Sainte Blaise to the parish of Saint John, county of Saint John, 1305 ; Several lots of Inverness to the municipality Leeds South, county of Mégantic, 1304.
- ADVERTISERS** :—*Notice to* :—Respecting notices, &c., 1297.
- ASSOCIATION** :—Application to be authorized to carry on business in the province of Québec, The Royal Scottish Clan, 1309.
- INSURANCE** :—Mutual Fire Insurance Coy of the parish of Saint Théodore d'Acton, 1327.
- ANNUAL MEETING** :—The Eustis Mining Coy, 1327.
- NOTICES** :—Cemetery Company of Little Metis, 1311.
- NOTICES OF CANCELLATION** :—*Townships of* :—Lepage, 1326 ; Masson, 1325.
- PRIVATE BILLS, P. Q.** :—*Notices Respecting the* :—Legislative Assembly, 1307 ; Legislative Council, 1305.
- INSOLVENTS** :—Blanchette, 1312 ; Dagenais, 1311 ; Giroux, 1311 ; Marchand & Co, 1312 ; Maroun, 1311 ; Sutherland, 1327.
- LETTERS PATENT ISSUED** :—L'Hydraulique de Grand'Mère, 1304 ; La Compagnie J. & S. Bessette, 1326.
- SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT ISSUED** :—La Cie d'Aqueduc de Boucherville, 1305 ; The Laurentian Lumber Coy, 1326.
- APPOINTMENTS** :—*Agent of the association* :—The Independant Order, Sons of Benjamin, 1326 ; *Commissioner to receive affidavits* :—Province of Québec, 1297.
Commissioners court :—Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, 1297.
Magistrate court :—Bergeronne, county of Saguenay, 1298.
Justices of the peace :—District of Montreal, 1297 ; Québec, 1297.
- ORDER** :—Closing of roads, Sainte Germaine du Lac Etchemin, county of Dorchester, 1304.
- PROCLAMATIONS** .—Parliament convoked, 1303 ; Circuit court abolished :—County of Beauharnois, 1302 ; Magistrate court established :—County of Ottawa, 1300 ; L'annonciation, 1303 ; Parish of Sainte Agnès, county of Mégantic, erected for civil purposes, 1299 ; Parish of Saint Augustin de Woburn, county of Lake Mégantic, erected for civil purposes, 1298 ; Terms of circuit court :—County of Bagot, 1302.
- RULE OF COURT** :—Bédard *et al* vs Marleau, 1312 ; Fortin vs Morin, 1312

SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Bellefleur vs Hamel, 1310 ; Callewaert vs Ghysens, 1310 ; Lamy vs Tremblay, 1310 ; Léonard vs Tardif, 1310 ; Ménard vs Lavoie, 1309 ; Perrault vs Bouthillier, 1310 ; Poulin vs Bouchard, 1310 ; Roy vs Roy, 1309.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dme Bourdeau vs Choinière, 1309.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA : — Fréchette vs Auger *et al*, 1313 ; Jacques vs Bédard, 1313.

BEAUCE : — Légaré vs Poulin, 1313 ; Michaud vs Fortin, 1314 ; Thibodeau vs Fortin, 1313.

MONTREAL : — Canada Industriel Co vs Kensington Land Co., 1315 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Dme Bourgouin, 1315.

OTTAWA : — Charlebois vs Marleau, 1321.

PONTIAC : — Blondin vs Bacon, 1321.

QUÉBEC : — Blair vs Marcoux, 1323 ; Cité de Québec vs Bolduc, 1322 ; Cité de Québec vs Delle Savard, 1322 ; Dodd *et al* vs Frenette, 1323 ; Pacaud vs Lépine, 1323.

RICHELIEU : — Dme Reeves *et vir* vs Salvas *et al*, 1322 ; Dme Reeves *et vir* vs Salvas *et a*, 1323.

RIMOUSKI : — Lavoie vs Rioux *et al*, 1323.

SAINT-FRANÇOIS : — Bourret vs Lefebvre, 1324 ; Camirand & Dupont vs Bolduc, 1324.

TERREBONNE : — Reeves vs McCulloch, 1324.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Bellefleur vs Hamel, 1310 ; Callewaert vs Ghysens, 1310 ; Lamy vs Tremblay, 1310 ; Léonard vs Tardif, 1310 ; Ménard vs Lavoie, 1309 ; Perrault vs Bouthillier, 1310 ; Poulin vs Bouchard, 1310 ; Roy vs Roy, 1309.

SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Dme Bourdeau vs Choinière, 1309.

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA : — Fréchette vs Auger *et al*, 1313 ; Jacques vs Bédard, 1313.

BEAUCE : — Légaré vs Poulin, 1313 ; Michaud vs Fortin, 1314 ; Thibodeau vs Fortin, 1313.

MONTREAL : — Canada Industriel Co vs Kensington Land Co., 1315 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Dme Bourgouin, 1315.

OTTAWA : — Charlebois vs Marleau, 1321.

PONTIAC : — Blondin vs Bacon, 1321.

QUEBEC : — Blais vs Marcoux, 1323 ; City of Quebec vs Bolduc, 1322 ; City of Quebec vs Delle Savard, 1322 ; Dodd *et al* vs Frenette, 1323 ; Pacaud vs Lépine, 1323.

RICHELIEU : — Dme Reeves *et vir* vs Salvas *et al*, 1322 ; Dme Reeves *et vir* vs Salvas *et al*, 1323.

RIMOUSKI : — Lavoie vs Rioux *et al*, 1323.

SAINT FRANCIS : — Bourret vs Lefebvre, 1324 ; Camirand & Dupont vs Bolduc, 1324.

TERREBONNE : — Reeves vs McCulloch, 1324.

